

LA CONDITION JURIDIQUE DES MÉTIS

DANS LES

POSSESSIONS FRANÇAISES

(INDOCHINE - AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
MADAGASCAR)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 30 mai 1932, à 13 h. 30

PAR

Jacques MAZET

Président : M. G. RIPERT, *Professeur*.

Suffragants { MM. MAUNIER { *professeurs*.
 { SOLUS {

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1932

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

LA CONDITION JURIDIQUE DES MÉTIS

DANS LES

POSSESSIONS FRANÇAISES

(INDOCHINE - AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
MADAGASCAR)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 30 mai 1932, à 13 h. 30

PAR

Jacques MAZET

Président : M. G. RIPERT, Professeur.

Suffragants } MM. MAUNIER
 } SOLUS { *professeurs.*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN.
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1932

*26664.



A MON PÈRE

A MA MÈRE

Hommage de mon affection.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547521_0003

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION SOCIALE DES METIS. ROLE DES SOCIETES DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Dans toutes nos possessions d'outre-mer, depuis les débuts de l'occupation française jusqu'à l'heure actuelle, par le jeu inévitable des lois de la nature, ont surgi de nombreux enfants nés des relations des militaires, des fonctionnaires ou des colons, avec les femmes indigènes.

Que ce soit là un mal ou un bien, telle n'est point la question; c'est un fait que l'on ne peut éviter et que l'on ne doit surtout pas hypocritement ignorer; il importe, au contraire, de le constater, d'étudier les divers éléments du problème afin d'être à même de résoudre en connaissance de cause les difficultés sans cesse croissantes qu'engendre l'existence des métis.

Il est indéniable, qu'arrivés en conquérants ou en libérateurs dans ces pays à civilisation plus ou moins avancée, les premiers Européens trouvèrent chez la population autochtone un sentiment de soumission favorable à la satisfaction de leurs désirs. Fréquemment même des indigènes de rang élevé et de situation aisée donnèrent leur fille à des fonctionnaires, considérant de telles unions, consacrées par certaines cérémonies familiales, comme des mariages légitimes en tous points souhaitables. De nombreux ména-

ges, pour la plupart irréguliers, s'organisèrent sous l'influence d'appétits physiques et du besoin d'avoir auprès de soi une compagne utile et dévouée. Ces unions plus ou moins durables portèrent leurs fruits : des enfants de race mixte virent le jour.

Les colons, définitivement installés dans le pays reconnaissent souvent les leurs et épousent même parfois la mère indigène. Il en est autrement des fonctionnaires et des militaires qui, appelés à changer de poste et à rentrer fréquemment en congé, oublient et abandonnent, s'ils ne l'ont déjà fait, ceux auxquels ils ont donné la vie. C'est alors que se pose le grave problème des métis délaissés sans nom et sans soutien autre qu'une mère dénuée de ressources.

Leur situation est généralement très pénible. Les Européens ne voient en eux que des « bâtards », fruits d'une regrettable faiblesse. Ils ne réunissent, dit-on communément¹, — bien que cette assertion soit des moins justifiées — que les vices des deux races et ne savent en prendre les qualités. L'enfant métis, dont les caractères dominants sont l'amour-propre et la susceptibilité supporte malaisément ce blessant mépris. S'il ne fait pas l'objet, de la part des indigènes, d'un semblable ostracisme, le sang-mêlé cependant n'aime pas qu'on lui rappelle son origine qui lui semble humiliante et pour laquelle il a lui-même une évidente mésestime. Possédant l'orgueil de la race blanche, il s'efforce de se rapprocher le plus possible de la société française; la clameur publique lui crie qu'il appartient au peuple colonisateur: aussi cherche-t-il une place parmi ceux qu'il juge de sa race; et cependant il ne rencontre que raillerie et humiliation.

1. Cf. Bonifacy, *Les Métis franco-tonkinois* Paris, 1911, p. 32.

Ne trouvant pas l'apaisement de ses légitimes aspirations, le métis devient alors un déclassé; son influence sur les indigènes dont il connaît le caractère, la langue et les mœurs, peut être des plus néfastes, car du mécontentement à la haine et à la révolte il n'y a qu'un pas. En des pages d'une fine psychologie et d'une poignante vérité, M. de Pouvoirville évoque dans *Le Mal d'Argent*¹ le sentiment de rancune, la vengeance de Nguyen-Thuc, le sang-mêlé, qui a été conduit par le vil abandon paternel à la rébellion et au parricide. Ce n'est point là pure littérature, mais bien l'expression vécue de la triste réalité. L'exemple de la révolution de Saint-Domingue où les blancs ont maladroitement provoqué les rancunes des mulâtres ne mérite-t-il pas une attention méditative?

La condition matériellement douloureuse des métis, la lutte morale qui se livre en eux, les pénibles vexations dont ils sont l'objet ont été remarquablement analysées par Jean Marquet et Mme Chivas-Baron² dont le cœur a su traduire ce que lui révélait la simple observation des faits.

Ce n'est pas uniquement l'âme de ces enfants abandonnés qui souffre, c'est aussi leurs corps; dans nos colonies africaines, leur constitution physique moins robuste, moins adaptée au climat tropical que celle des indigènes, les empêche de se livrer normalement aux travaux par trop pénibles des autochtones; l'empreinte européenne qu'ils portent en eux les dirige plutôt vers des occupations où la force musculaire a moins d'importance que l'habileté, la patience ou le raisonnement. Faut-il permettre que des individus, issus en partie de notre race, subissent du fait

1. Cf. A. de Pouvoirville, *Le mal d'argent*, Paris, 1926.

2. Cf. Jean Marquet, *Le Jaune et le Blanc*. Chivas Baron, *Confidences de Métisse*.

de notre moins grande résistance à la fatigue, une sanction immeritée? N'importe-t-il pas, au contraire, de leur apprendre un métier, de leur rendre accessible une profession mieux en harmonie avec leurs aptitudes? Etait-il humainement possible que le peuple colonisateur, après avoir engendré des malheureux êtres voués à la risée et à l'opprobre se désintéressa de leur sort, était-il surtout politiquement souhaitable, qu'en présence du malaise social occasionné par l'existence des métis, l'indifférence fut une ligne de conduite? Cela ne pouvait pas être. Certes, l'incorporation dans l'élément français d'individus non encore suffisamment évolués pourrait sembler, à juste titre, hasardeuse; il est un moyen cependant d'éviter pareil danger : c'est l'éducation et l'instruction des métis. Il nous incombe de les recueillir, de leur enseigner notre langue, de leur faire comprendre les bienfaits de la civilisation occidentale, de leur inculquer nos habitudes. Les arracher non seulement en droit, mais également en fait, à la sphère sociale qui ne saurait leur convenir, telle est la plus sage politique.

Devant la carence des gouvernements locaux des hommes dévoués et clairvoyants prirent l'initiative de venir matériellement et moralement en aide aux métis abandonnés. De nombreuses associations se créèrent sous la généreuse impulsion de philanthropes; c'était le premier remède apporté à l'affligeante situation des sang-mêlé.

*
* *

La Société « de Protection de l'Enfance de la Cochinchine » fondée à Saïgon en 1895, reconnue d'utilité publique par décret du 11 janvier 1911, assure en cette colonie

l'éducation et l'instruction des enfants des deux sexes dépourvus de ressources, sans distinction de race ni de religion. Cette institution charitable recueille, en effet, non seulement les métis mais aussi certains indigènes dont la situation, souvent lamentable, appelle une intervention de pure humanité.

La société possède deux établissements : l'« Orphelinat » de Cholon et le « Foyer de la jeune fille » de Saïgon.

L'« Orphelinat » reçoit les enfants des deux sexes de sept à treize ans et leur fait suivre jusqu'à ce dernier âge les cours d'une école française. A partir de treize ans et suivant leurs aptitudes, les garçons sont envoyés soit au lycée, soit à l'école primaire supérieure; ceux qui sont moins doués pour les études sont dirigés vers l'enseignement professionnel (Ecole pratique des mécaniciens de Saïgon ou ferme école de Bencat) qui en fera de bons spécialistes et d'excellents agriculteurs. Sitôt leur diplôme obtenu, la Société leur trouvera une situation en rapport avec leurs capacités.

Les filles, après avoir suivi jusqu'à 13 ans les cours d'une classe française, sont envoyées à l'école primaire supérieure de Saïgon, où elles se préparent au brevet élémentaire et parfois même au brevet supérieur.

Celles que les études rebutent restent à l'« Orphelinat » et travaillent à l'ouvrage.

Le « Foyer » reçoit les pupilles ayant atteint l'âge de 13 ans et qui sont capables de trouver un emploi dans les maisons de commerce de la place. Soustraites au danger de l'isolement, les jeunes filles y jouissent jusqu'à leur établissement définitif de l'illusion d'un chez soi et possèdent en la directrice française une confidente et une amie dévouée.

En 1931 : 167 enfants, garçons et filles recueillaient en Cochinchine les bienfaits de la Société de Protection.

*
* *

Il existe à Hanoï une œuvre similaire fondée en 1898 sous le nom d' « Association de Protection des enfants métis du Tonkin » et reconnue d'utilité publique par décret du 31 juillet 1907. Cette institution qui s'intitule actuellement, depuis 1925, « Société d'assistance aux enfants abandonnés franco-indochinois » contribue efficacement à l'entretien et à l'éducation des enfants métis délaissés par leur père et que l'indigence de la mère prive des soins indispensables. Elle recueille non seulement les enfants dont l'un des auteurs est français mais également européen (décret du 5 Décembre 1925, art. 11 § 1¹). L'association se préoccupe, chaque fois que l'attitude de la mère indigène justifie une telle mesure, de provoquer vis-à-vis de celle-ci la déchéance de la puissance paternelle dans les termes de la loi du 24 juillet 1889 (décret du 5 décembre 1925, art. 11 § 2).

Au Comité d'Administration sont adjoints des membres adhérents qui prennent le titre de commissaire et dont le rôle consiste à signaler au Conseil les enfants susceptibles d'être mis sous la protection de l'Association, à faire les enquêtes nécessaires et à surveiller plus spécialement les pupilles (décret du 5 déc. 1925, art. 12).

Les garçons de 7 à 13 ans suivent l'instruction de l'école franco-annamite de Sinhtu; ceux auxquels la langue française est familière fréquentent les cours de l'école primaire supérieure jusqu'à l'examen du certificat d'étude. On les répartit ensuite entre les écoles professionnelles de Hanoï et de Haiphong. Les mieux doués reçoivent la formation

1. Cf. *Recueil général de la législation et de la réglementation de l'Indochine*, Supplément de 1926-1927.

de l'enseignement supérieur et accèdent aux professions libérales.

Les filles entrent presque toutes à l'école primaire supérieure d'Hanoï; l'économie domestique leur est aussi soigneusement enseignée et fait partie intégrante de leur éducation.

La Société avait entrepris en 1927 des démarches auprès du Gouverneur Général afin d'obtenir que l'Assistance publique de la métropole lui prêtât son concours pour le placement des pupilles en France et pour remplir à leur égard le rôle de tutrice; cette tentative n'aboutit pas, le Ministère de l'Hygiène ayant objecté que les métis indochinois ne remplissaient pas les conditions prévues par la loi du 27 juin 1904 pour le bénéfice des offices de l'Assistance publique. C'était là une fâcheuse erreur, d'autant plus regrettable que c'est dans la métropole que les bienfaits de l'éducation française se feront le mieux sentir et produiront les résultats les plus satisfaisants.

L'Association Tonkinoise prit donc l'initiative et décida d'envoyer certains de ses pupilles en France dans la mesure de ses possibilités. Un comité, ayant à sa tête M. Galuski, ancien fonctionnaire de l'Indochine, membre de la Société, se constitua à Coutances (Manches) pour recevoir ces enfants¹. Les métis, après avoir été pourvus d'une instruction élémentaire suffisante, sont les uns placés soit dans des fermes, soit chez des négociants ou industriels de la région, les autres destinés à la marine, à l'armée ou même à l'école normale primaire de Saint-Lô. C'est en cette politique que réside la solution la plus utile du problème de l'éducation des métis; mêlés aux enfants métropolitains,

1. Cf. *Asie Française*, 1929, p. 206.

moins fidèles aux préjugés de race que les coloniaux, ils seront ainsi soustraits aux railleries cruelles de leurs camarades et au milieu indigène qui leur rappellerait fâcheusement leur origine.

129 garçons et 10 filles formèrent en 1930 le contingent continental des métis tonkinois¹. 157 enfants recevaient à la colonie la protection de l'Orphelinat.

* * *

A Pnom-Penh : la « Société de Protection de l'enfance du Cambodge », établissement reconnu d'utilité publique par décret du 15 décembre 1924 fonctionne à peu près dans les mêmes conditions que les autres œuvres indochinoises.

* * *

Beaucoup moins coordonnés sont les efforts réalisés dans les autres possessions françaises en faveur de l'éducation des métis; l'assistance, l'instruction, la direction spirituelle des sang-mêlé y relèvent surtout des œuvres confessionnelles qui suppléent la carence des pouvoirs locaux. C'est à des groupements spécialement catholiques et protestants, parfois laïques qu'incombe la tâche d'apporter une aide effective aux enfants de race mixte matériellement ou moralement abandonnés. Le plus souvent d'ailleurs aucune différence n'est faite entre les métis et les indigènes dans l'œuvre de l'apostolat.

En A. O. F. les filles ont été depuis longtemps secourues par les Sœurs Saint-Joseph de Cluny, mais les garçons jusqu'à ces derniers temps étaient abandonnés à eux-mêmes tantôt retournant à la tribu qui les traitait en esclaves,

1. Cf. *Asie française*, 1930, p. 234.

tantôt accueillis par des musulmans qui agissaient humainement, mais bornaient leur charité à donner abri et nourriture. Depuis 1923 cependant leur condition s'est très sensiblement améliorée, le Gouvernement Général ayant rétabli les anciens orphelinats de Kayes et de Bamako.

L'Association des « Dames Françaises » a créé l'œuvre de la Croix-Rouge qui recueille les petits garçons métis, installe les plus jeunes au bord de la mer et les aînés à Saint-Louis où ils peuvent fréquenter le lycée et apprendre un métier.

Au Gabon, les missions catholiques, grâce à Monseigneur Augouard, ont eu un beau développement et les rapports mentionnent l'existence d'un pensionnat important où les filles sont élevées à l'européenne et où les garçons reçoivent une instruction qui les met à même de remplir des emplois officiels.

A Madagascar le Gouvernement appuie de son autorité et de ses subsides l'œuvre des Paulins » fondée en 1905 par le R. P. Joseph de Villèle; à cette époque des parents européens demandèrent à ce missionnaire de vouloir bien s'occuper d'une manière spéciale des enfants métis qu'ils ne pouvaient emmener avec eux en Europe; une quinzaine d'enfants formèrent alors le noyau de cette œuvre magnifique qui ne cessa de se développer et d'apporter aux sang-mêlé aide et encouragement.

*
* *

Le problème de l'éducation des métis se trouvait résolu, grâce à l'initiative privée, c'était le premier pas. Il devait s'ensuivre une solution juridique de leur condition. Sur le terrain du droit surgissent de nombreuses difficultés :

il s'agit de déterminer par quel mode sera établie leur filiation, auquel des parents ils seront rattachés suivant l'ordre des reconnaissances et enfin, s'ils n'ont point été reconnus, quelle nationalité, quel statut personnel leur seront attribués. Nous étudierons, après avoir donné quelques idées générales sur l'intérêt de la question et établi certains principes directeurs, quelle fut l'œuvre de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation dans la délicate détermination de la condition juridique des métis.

CHAPITRE II

DES DIFFERENTS STATUTS DANS LES POSSESSIONS FRANÇAISES. DE LA QUALITE DE CITOYEN ET DE LA CONDITION D'INDIGENE : INTERET DE LA DISTINCTION.

Parmi les principes solennellement proclamés en 1789 par la « Déclaration des Droits de l'Homme », l'idée que les individus naissent et demeurent égaux a tellement été affirmée par toutes les législations postérieures, françaises et étrangères, et se trouve aujourd'hui si profondément ancrée dans les esprits et dans les mœurs, qu'elle passe aux yeux de nos contemporains pour l'expression même d'une vérité intangible, pour un truisme.

L'unité de statut qui régit nos compatriotes métropolitains, n'en est-elle pas la pure application ? Peu important l'origine ethnique, les caractères physiques, les différences d'idiomes, la singularité des coutumes. Lorsque ces êtres, en raison de leur parenté, de leur lieu de naissance, de leur volonté, sont considérés comme partie intégrante de notre peuple, la loi leur confère la qualité de citoyen français et les soumet aux règles ordinaires uniformes qui régissent le pays.

Cette condition n'implique cependant pas, pour ceux qui y sont assujettis, une égalité absolue dans la jouissance ou dans l'exercice des droits dont ils bénéficient. Soit dans

leur intérêt personnel, soit pour le bien de la société, certains individus voient leur activité plus ou moins restreinte; le mineur, la femme mariée, l'aliéné, demeurent des citoyens et pourtant ils n'ont point la plénitude de leurs droits; si la qualité de citoyen est intangible, la capacité comporte des degrés que la sagesse des lois a su faire varier selon les nécessités de la vie.

Ces nuances ne doivent pas faire perdre de vue le principe auquel nous sommes si pleinement habitués et qui domine toute la législation de la métropole : l'idée d'unité de statut.

C'est sur une base toute autre qu'est conçu notre droit colonial; dans des contrées qui ont été soumises différemment, d'ailleurs, à notre autorité, il a su tenir compte des races, du degré de civilisation et d'autres particularités qui ont poussé ou même contraint la nation colonisatrice à classer les indigènes en plusieurs catégories : citoyens, sujets, protégés et administrés.

A. Citoyens Français.

Fraîchement imbu des idées de liberté, d'égalité et de fraternité qui furent si chères aux hommes de la Révolution, et suivant en cela un certain nombre de décisions antérieures, le législateur de 1833, dans un mouvement de libéralisme par trop exagéré, proclama par une loi du 24 avril que « toute personne née libre ou ayant acquis légalement la liberté jouit, dans les colonies françaises, des droits civils et des droits politiques, sous les conditions prescrites par les lois ». La législation nouvelle abrogeait toutes les dispositions : édits, déclarations et ordonnances royales restrictives des droits des populations autoch-

tones et elle plaçait sur un pied de quasi-égalité les Français métropolitains et les hommes de couleur, libres et affranchis. C'était faire table rase « des différences profondes de races, de condition sociale, de mœurs et de religion, en un mot de différences de civilisation qui séparent les Français d'origine et les indigènes; c'était proclamer le régime de la stricte égalité devant une seule et même loi, et consacrer une commune aptitude à en recueillir les avantages et à en supporter les charges¹ ». Non seulement de telles dispositions choquaient la logique, mais dans un but d'assimilation, allaient même jusqu'à consacrer une injustice : elles supprimaient d'un trait de plume les institutions juridiques millénaires qu'avaient élaborées des générations fidèles à leurs habitudes et profondément attachées à leurs croyances.

Les conséquences fâcheuses qu'aurait pu avoir cette loi furent cependant restreintes par l'étendue minime de notre domaine colonial d'alors. L'application de ses prescriptions conféra la qualité de citoyen aux hommes de couleur des Antilles, de la Réunion, de la Guyanne, aux indigènes de Sainte-Marie de Madagascar et, sauf controverse jusqu'à la loi du 29 septembre 1916, aux aborigènes des quatre communes de plein exercice du Sénégal².

Une loi du 30 décembre 1880 attribua de plein droit la nationalité française (il faut entendre par là la qualité de citoyen français), sans restriction à tous les anciens sujets du roi de Tahiti. Les indigènes de l'Inde française sont soumis à une réglementation qui leur est propre. La renonciation pure et simple à leur statut personnel leur

1. Solus, *De la condition des indigènes en Droit privé*, p. 14.

2 Cf. Solus, *op. cit.*, p. 21 et De Byans Dar, 1911.2.9.

permet d'acquérir *ipso facto* la qualité de citoyen français.

Il est à remarquer que les indigènes faisant partie de cette catégorie ne constituent, dans nos possessions, qu'une infime minorité.

B. Sujets Français.

Monsieur le Professeur Solus définit le sujet français : « tout indigène qui, originaire des colonies faisant, par suite de l'annexion, partie intégrante du territoire français est soumis à la souveraineté directe de la France, mais ne possède pas les droits de citoyens ».

De cet énoncé se dégagent deux caractères.

Tout d'abord, le sujet est français : l'annexion qui met fin à l'autonomie des peuples lui a fait perdre sa nationalité première. De plus, il ne jouit pas des droits de citoyen et conserve son statut personnel spécial; il reste soumis aux lois et coutumes locales qui continueront à régir sa condition et ses actes.

Sont sujets français¹ : dans l'Inde : les indigènes qui n'ont pas renoncé à leur statut personnel; en Indochine : ceux de la Cochinchine, des territoires de Battambang, Sienreap et Sisophon (devenus sol français en vertu du traité franco-siamois du 23 mars 1907); ceux du Laos, avec une certaine incertitude cependant, des territoires des concessions de Hanoï-Haïphong-Tourane (Ordonnance du roi d'Annam du 3 octobre 1888,); en A.O.F. les autochtones (sauf ceux des quatre communes de plein exercice); et tous les indigènes pour : Madagascar et dépendances

1. Solus, *op. cit.*, p. 42.

(sauf Sainte-Marie), pour l'A.E.F., la côte des Somalis, les Etablissements de l'Océanie (sauf Tahiti) et la Nouvelle-Calédonie.

C. Protégés Français.

Le terme de protégé, comme le fait remarquer M. de Byans, ne répond pas à une condition juridique bien définie; « le protectorat, en effet, n'est pas un terme de droit : c'est l'expression d'un état de fait dont les conditions varient d'une espèce à l'autre et résultent essentiellement des stipulations des traités ». Il est possible cependant de préciser : C'est « un régime spécial sous lequel se trouvent placés certains pays qui, sans avoir été l'objet d'une prise de possession et sans constituer des colonies proprement dites, sont soumis, dans une certaine mesure, à la domination d'une autre puissance¹. La nationalité primitive n'a pas été abolie; une souveraineté locale partiellement réduite subsiste; mais le protectorat implique, dans tous les cas, de la part du pays protégé, l'abandon au pays protecteur de la souveraineté extérieure et la renonciation au droit de juridiction à l'égard des nationaux de ce dernier. L'influence interne de ce régime trouve sa mesure dans les conventions diplomatiques qui l'ont institué.

Il en résulte que si le protégé français n'a pas la nationalité française, il reste soumis toutefois à la puissance de la France, et cela, nous le verrons, aura jusque dans le domaine du droit privé une influence considérable.

Les pays de protectorat dépendant du Ministère des Colonies sont : le Tonkin, l'Annam, le Cambodge, le territoire de Kouang-Tcheou-Wan, les îles Wallis et Futana.

1. Dalloz, *Répertoire pratique*, « Protectorat ».

D. Administrés Français.

Le régime des mandats territoriaux institué par l'art. 22 du pacte de la Société des Nations, établit une dernière catégorie de ressortissants français qui ne peuvent être assimilés ni aux sujets, ni aux protégés français. Il n'y a, en effet, ni annexion du territoire, ni existence d'un gouvernement indigène propre. L'autorité publique y appartient à une communauté internationale : l'ensemble des Etats membres de la Société des Nations. La Syrie, le Liban, le Togo et le Cameroun font partie de ce régime colonial.

Ainsi donc, dans notre empire d'outre-mer, les autochtones seront différemment traités selon le régime auquel est soumis leur territoire. Les indigènes, citoyens français, jouissent des mêmes droits que les métropolitains habitant la colonie, ils sont soumis aux mêmes lois, — il faut comprendre les lois promulguées dans les colonies avec les modifications et les particularités qui leur ont été apportées, — leur assimilation suffisante à la civilisation européenne a permis cette mesure de faveur. Toute autre est la situation des sujets, des protégés et des administrés français : ils ont conservé leur statut personnel ; seules, en principe, leur sont applicables la loi et les coutumes locales ; c'eût été, d'ailleurs, une lourde faute de la part du législateur d'avoir ignoré, sacrifié leur droit propre, expression de l'âme et de la conscience indigènes fortifiées par des traditions séculaires jusqu'à nos jours inébranlées.

*
* *

En réalité, deux statuts se trouvent en présence : celui de citoyen et celui d'indigène non citoyen. On constate,

en effet, sur de nombreux points une similitude presque absolue entre les sujets, les protégés et les administrés français. Si, théoriquement, on eût dû faire entre leurs conditions des différences marquées, la pratique les a très sensiblement confondues, car elle n'a vu en elles que des subdivisions d'une catégorie commune. Un exposé très sommaire permettra de constater les particularités propres aux deux principaux statuts, leurs divergences profondes dans le domaine du droit civil, du droit pénal, de la procédure et des mesures administratives. Il sera aisé d'en déduire l'intérêt primordial qu'un individu peut avoir à être placé sous l'une ou l'autre de ces deux conditions.

Organisation de la famille, puissance paternelle, mariage, adoption, successions, droits de propriété, etc... voilà autant d'institutions juridiques qui séparent totalement les indigènes et les citoyens français : ce qui serait absolument interdit à ceux-ci est souvent, au contraire, parfaitement admis pour ceux-là. Alors que, par exemple, il est de principe absolu chez nous que la monogamie domine le droit matrimonial, chez les Annamites par contre, il est normal qu'un homme prenne plusieurs épouses afin d'être assuré d'avoir une descendance mâle qui perpétuera la lignée familiale et le culte des ancêtres. A Madagascar la polygamie a, également, existé jusqu'en 1881. Le mariage par coemption, couramment pratiqué par de nombreuses peuplades africaines, ne révolte-t-il pas notre conscience occidentale ? A l'intérieur de la famille annamite les rapports entre les divers membres rappellent beaucoup plus le droit romain que notre droit actuel : la famille, fondée sur une notion profondément patriarcale, ne doit avoir qu'un chef le *truong-toc* dont le premier devoir est le culte des ancêtres, idée fondamentale commune aux religions d'Extrême-

Orient. Tous les fils, soumis à cette autorité unique, sont en puissance; il en résulte des conséquences variées incon- nues de notre législation. Les exemples sont infinis qui pourraient être cités pour montrer l'antinomie souvent profonde entre les institutions civiles métropolitaines et indigènes.

Le droit pénal local exprime un état d'âme particulier et une conception très spéciale des devoirs de l'individu; aussi se sépare-t-il souvent de notre système répressif quant à la détermination des infractions, la nature des peines, le régime pénitentiaire. Si nous avons corrigé sur certains points que l'ordre public colonial réprouvait, des institu- tions d'une cruauté choquante, le fond même de la législa- tion indigène n'a cependant pas été modifié et continue à régir un nombre considérable de sujets.

La procédure civile et la procédure pénale indigènes (compétence et composition des tribunaux) présentent de curieuses particularités.

Pour les litiges entre hommes de couleur, il existe des juridictions spéciales où siègent des notables du pays à côté de magistrats européens; ces juridictions appliquent la loi locale. Certains cas, exceptionnels cependant, consti- tuent des dérogations à cette règle et prévoient expressé- ment le recours aux lois et aux tribunaux français.

Les régimes fiscaux et administratifs ne sont point les mêmes suivant que les intéressés sont ou ne sont pas citoyens.

Les non-citoyens sont soumis à des taxes et à des impôts spéciaux ainsi qu'à des corvées et à des prestations; ils doivent être porteurs d'une carte d'identité ou de séjour et lorsqu'ils se déplacent il leur est indispensable d'en avoir l'autorisation; ils ne peuvent acquérir une nationalité étrangère sans l'assentiment de l'autorité française. De

plus, dans quelques colonies le régime de l'Indigénat (répression par voie administrative de certaines infractions spéciales aux aborigènes) ne s'applique, comme son nom l'indique, qu'aux non-citoyens¹.

Au point de vue de l'organisation politique et publique, à chaque statut correspondent des droits particuliers. Le privilège de voter n'appartient qu'à quelques indigènes (Sénégal). Bien des fonctions publiques sont encore totalement fermées aux hommes de couleur. Ces derniers se voient, pour leurs obligations militaires, soumis à une réglementation spéciale tant au point de vue du recrutement que de la durée et du mode d'accomplissement du service. Et pourtant un mouvement très sensible vers un libéralisme assez poussé se fait jour, sous l'impulsion de la politique d'« association » ou de « collaboration » qui semble caractériser la tendance actuelle de notre colonisation.

D'ores et déjà on comprend la lutte poignante qui se livre dans l'âme de l'indigène entre deux sentiments si naturels et si dissemblables : l'attachement aux coutumes et à la religion des ancêtres, l'impérieux désir de devenir par le statut de citoyen français l'égal du conquérant et peut-être de voir s'ouvrir ainsi l'horizon inespéré des honneurs.

1. Cf. You et Gayet, *Madagascar*, 1931, p. 192 et suiv. V. *Répertoire de Droit international*, v^o Colonies, par H. Solus.

CHAPITRE III.

SPECIALITE DES CONFLITS DE LOIS DANS LES COLONIES ET DANS LES PAYS DE PROTECTORAT.

Deux législations se trouvent en présence : le droit métropolitain et le droit indigène entre lesquels naîtront des conflits inéluctables; et l'on verra surgir tous les problèmes analogues à ceux que résout d'ordinaire le droit international privé. Il faut rejeter tout d'abord l'application pure et simple des principes par lui édictés; son domaine exclusif, en effet, est le champ des difficultés qui s'élèvent entre deux législations étrangères émanant de souverainetés qu'aucun lien de sujétion ne rapproche. Peut-on dire vraisemblablement que les indigènes sont des étrangers?

a) Pour ceux qui sont « sujets français » une seule nationalité est en cause; il n'existe qu'une souveraineté : celle du gouvernement métropolitain; il ne s'agit pas, dès lors, d'un conflit de droit international proprement dit, mais d'un conflit de type colonial, de « droit interne¹ ». Comparable, en certains points, aux conflits interprovinciaux de l'ancien régime, les conflits coloniaux doivent avoir leurs principes et leurs solutions propres et ne sauraient emprunter à un droit inapplicable envers eux des conclusions qui ne leur conviendraient pas. « Il serait dangereux, écrit M.

1. Cf. Solus, *op. cit.*, p. 7.

Niboyet, de faire une telle assimilation, sans aucun discernement, comme parfois on le propose. On s'exposerait alors à donner des solutions inexactes. Certes, dans le conflit interprovincial, on rencontre un conflit de lois, de même que dans le conflit international. Mais sous cette apparence externe, que de dissemblances au fond entre ces deux types de conflits¹. » C'est dans le même sens que se prononce catégoriquement M. Bartin².

b) Plus délicate est la situation des « protégés »; ils ont, en effet, conservé la nationalité de leurs aïeux; un souverain, descendant des rois ou des empereurs d'autrefois, représente toujours le chef suprême auquel ils doivent respect et obéissance. N'entendons-nous pas l'expression vibrante autant qu'émue de cette réalité dans l'appel à la France d'un intellectuel annamite M. Pham Quynh : « Nous sommes, disait-il, à l'heure actuelle à un tournant décisif de notre histoire; nous sommes un vieux peuple qui a besoin de se renouveler, de s'adapter à la vie moderne. Si la civilisation est comme l'a définie un excellent écrivain français « un capital et une tradition », nous tenons à conserver intact le capital de travail et d'efforts que nous ont légué nos ancêtres; nous ne voulons à aucun prix faire table rase du passé, de ce passé plusieurs fois séculaire qui nous a fait ce que nous sommes. Nous voulons rester nous-mêmes, conserver notre personnalité nationale, notre individualité historique... Nous aspirons à vivre pleinement notre vie nationale dans ce vaste concert de peuples qui constituent le monde moderne. Nous demandons à la France de nous y aider. » Et faisant allusion à l'assimila-

1. Niboyet, *Conflit entre les lois françaises et les lois locales d'Alsace-Lorraine en droit privé*, 1922, p. 101 et suiv.

2. Cf. Bartin, *Principes de Droit Int. privé*, p. 23 et suiv.

tion de l'Annam par la Chine, l'orateur de s'écrier : « Malgré les apparences, il y avait en nous un instinct de la nationalité qui a toujours réagi contre une influence obsédante¹ ».

Malgré l'établissement du protectorat, les protégés français sont restés sous l'autorité directe, sous la souveraineté de leur prince qu'il soit bey, sultan, souverain annamite ou cambodgien. « Ils sont absolument soumis à ce prince en ce qui concerne leurs relations entre eux et ils ne subissent la domination de la nation protectrice sur leur territoire qu'à travers l'autorité de leur souverain ». (Fonville, thèse, Paris, 1924, p. 21).

A quoi bon le cacher, un sentiment national propre existe dans les pays de protectorat et se trouve profondément ancré dans les cœurs de leurs sujets.

Est-ce à dire, cependant, que les protégés français sont pour nous des étrangers? l'expression employée pour les désigner, qualificatif rappelant si ouvertement le lien qui les unit à nous, suffit à déceler l'attache indéniable qui les joint à la France. S'ils ne sont pas des sujets français proprement dits, ils ne sont pas non plus des étrangers de droit commun. Quel est donc leur statut?

M. le doyen Girault voit en eux des sujets français *in parte qua* pour employer un néologisme nécessaire à la désignation d'une situation véritablement nouvelle. « Ils sont sujets français dans la mesure variable où la souveraineté de la France s'exerce sur leur pays; dans la mesure où elle ne s'exerce pas, ils sont non des étrangers mais des sujets d'un souverain protégé, ce qui n'est pas tout à fait la même chose ». (Girault : « De la condition juridique des indigènes dans les pays de protectorat » Dar. 1922-2-1).

1. *Revue du Pacifique*, octobre 1922, p. 30.

La souveraineté du pays protégé existe mais grandement diminuée dans ses effets, car « le protectorat est un lien contractuel établi entre deux Etats en vertu duquel l'un cède à l'autre l'exercice de certains de ses droits de souveraineté interne ou d'indépendance extérieure à la charge par l'autre de le défendre contre les attaques internes ou externes auxquelles il pourrait être en butte et de l'aider dans le développement de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts » (Frantz Despagne : *Essai sur les protectorats*). Ce lien contractuel, plus ou moins large suivant les traités, connaît tous les degrés de la protection. Les limites apportées aux droits souverains de l'Etat protégé peuvent se présenter, en effet, sous les formes les plus diverses depuis la curatelle la plus effacée jusqu'à la tutelle la plus accentuée et la plus étroite. Pourrions-nous dire alors que les sujets de ces territoires parfois si intimement unis au pays protecteur, sont des étrangers pour celui-ci ? Ce serait absurde, comme le fait remarquer M. le Professeur Solus : « La meilleure preuve n'en est-elle pas que les sujets de l'Etat protecteur vont cesser d'avoir la qualité d'étranger qu'ils avaient avant l'établissement du protectorat dans le pays protégé ? Or, s'il en est ainsi, pourquoi en serait-il différemment au point de vue de l'Etat protecteur à l'égard des sujets protégés ? Il serait, en vérité, contraire au bon sens de prétendre que chez eux et dans leur propre pays les sujets de l'Etat protégé doivent être considérés par nous comme des étrangers, et que c'est la race aborigène qui doit être réputée étrangère¹ ».

1. Cf. Solus, *op. cit.*, p. 50.

Sur le terrain colonial donc, il n'y a pas deux nationalités égales en présence, qu'il s'agisse de colonie proprement dite ou de pays de protectorat. Dans ce dernier, cas une souveraineté plus puissante dicte à l'autre sa ligne de conduite : pourtant, en principe, les décisions sont prises d'un commun accord ; mais le plus souvent elles ne sont que le simple entérinement des désirs formulés par le protecteur.

Nous ne sommes donc nullement dans le domaine du droit international privé, mais bien plutôt dans un domaine nouveau que n'avait pas prévu le Code Civil. Ses articles, datant d'une époque assez lointaine, ont été élaborés dans un état d'esprit purement continental ; on ne saurait, sans méconnaître leur caractère propre, les appliquer à des hypothèses pour lesquelles ils n'ont point été conçus. C'est un fait certain pour les colonies. Un doute peut subsister pour les pays de protectorat dans lesquels, bien que diminuée, une nationalité locale existe cependant. Les articles du Code qui viseront explicitement une nationalité trouveront leur application en cas de silence des textes spéciaux aux pays de protectorat, mais il dépendra de l'Etat protecteur de leur faire échec. « Dès l'instant — plaidait M. de Lapradelle devant la Cour Permanente de Justice internationale — qu'un Etat exerce dans le pays une puissance publique, et que cette puissance publique est la plus forte, c'est lui qui a le droit de dire : ou que celui qui vient au monde lui appartient, ou qu'au contraire il laisse à d'autres le soin de régler sa nationalité. Voilà, au point de vue des principes juridiques, dans le droit public, le critérium de la nationalité d'origine. Celle-ci dépend de la puissance publique. Dès l'instant donc qu'un individu naît dans le cadre de l'exercice de la

puissance publique française, dès l'instant que cette puissance publique française est là, présente par son armée, présente par ses juges d'une manière qui soit absolument sensible, présente même par son administration, ce qui rend ainsi sa présence encore plus visible et manifeste, la puissance française a le droit de dire des enfants qui viennent au monde sur ce territoire : « Cet enfant m'appartient » rien de plus conforme aux principes directeurs en matière de formation de la nationalité d'origine ». (*Revue de Droit International Public*, 1922-23, n^o 1 p. 116 et suiv.).

C'est peut-être aller trop loin dans le domaine de la puissance du Pays protecteur; il n'en reste cependant pas moins vrai que celui-ci possède sur le pays protégé des droits indéniables et qu'en cas de conflit entre les législations de ces deux états, c'est celle du pays protecteur qui devrait l'emporter.

En résumé : le Droit international privé trouvera son terrain d'application dans les pays de protectorat en l'absence de textes formels édictés à leur égard; quant aux colonies proprement dites, il faut entendre *stricto sensu* les dispositions législatives sur les conflits de nationalité et l'on ne saurait en aucun cas y avoir recours pour résoudre les divers problèmes qui pourraient se poser. Dans le silence des lois c'est le droit naturel, « règle suprême fondée sur l'équité et le bon sens » qui seul devra dicter les solutions.

CHAPITRE IV

DE LA NON-INDIGENEITE DES METIS

L'indigène, comme on vient de le voir, n'est pas un étranger. Le métis, produit d'un croisement de sujets de races différentes, ne saurait à juste titre, au cas où l'un de ses auteurs est européen ou assimilé, être considéré comme indigène. Les rédacteurs des textes réglementaires, devant la difficulté d'une définition de l'aborigène ont eu recours à une sorte d'induction légale. C'est, disent-ils, « tout individu de l'un ou l'autre sexe, né et résidant dans la colonie qui ne jouit pas de la qualité de citoyen français et n'appartient pas à une nationalité étrangère reconnue. » (Arrêté local de Madagascar, 5 février 1915). Cet énoncé, purement négatif, ne comporte aucun indice permettant de déterminer les individus auxquels il s'applique. Pourquoi ne pas avoir fait intervenir le « facteur race » qui semble bien être cependant à la base de la conception commune de l'autochtone. La descendance, l'origine, la naissance, ne sont que des éléments qui en découlent. A notre point de vue, ce qui caractérise l'indigène pur c'est avant tout le lien de sang qui le rattache à des ascendants de race strictement locale. Si l'un de ses auteurs est exotique, on ne saurait délibérément conférer à l'intéressé une dénomination qui lui est impropre.

Le métis se trouve en quelque sorte placé entre deux

pôles d'attraction qui exercent leurs forces sur lui : le statut de citoyen ou d'assimilé et le statut d'indigène. Doit-on en conclure qu'il faut lui réserver un statut spécial intermédiaire ? Nous ne le pensons pas et, cependant, certains auteurs l'ont soutenu.

La question s'est trouvée posée à l'Institut Colonial international de Bruxelles et les représentants des principales nations colonisatrices eurent l'occasion de développer leurs idées. Monsieur Moresco¹, représentant des Pays-Bas, se rallie à la thèse du statut intermédiaire : ce juriste constate d'abord l'impossibilité d'empêcher, même dans les colonies de formation récente, l'apparition d'une classe métisse ; vainement, ajoute-t-il, certains législateurs ont lutté contre cet état de choses : défense de mariage mixte (mesure édictée dans quelques états de l'Amérique du Nord et dans les Républiques du Transvaal et d'Orange), exclusion du droit de vote dans les assemblées locales des hommes vivant en concubinage ou même ayant contracté un mariage légitime avec une femme indigène, n'ont jamais empêché toutes relations sexuelles entre les races et leur corolaire immédiat : la naissance d'enfants métis. Le problème n'est pas de savoir si le métis est un mal ou un bien ; le métissage est un fait auquel nous nous heurtons et il convient, non pas d'éviter la difficulté qui se présente, mais de l'affronter, de l'analyser pour la mieux résoudre. Dans la suite de ses développements M. Moresco admet que les métis ne forment pas une race, autrement dit que « leurs qualités physiques et psychiques ne présentent pas la stabilité propre aux qualités caractéristiques des vraies races ; on croit même avoir constaté chez les descendants de métis

1. Cf. Compte rendu de l'Institut Colonial international de Bruxelles, Session de Brunswick, 1911, p. 299 et suiv.

une tendance à retourner à l'une des deux races originelles, de sorte que, sans l'intervention d'un nouveau croisement, la famille métisse, après quelques générations, pourrait présenter presque exclusivement les caractères d'une race pure. La distinction entre européens et indigènes, établie par quelques législations, impliquée par d'autres, reconnue partout par les mœurs coloniales, est en rapport direct avec un phénomène naturel des plus importants; les métis, qui à cet égard ne se confondent ni avec les européens, ni avec les indigènes, » conclut le rapporteur « ne doivent pas être assimilés purement et simplement à l'une ou l'autre de ces catégories. Si, au point de vue juridique, une telle assimilation peut s'imposer, la politique coloniale devra toujours tenir compte des qualités et des intérêts particuliers ». C'est dans le même sens que se prononce monsieur Bonn, représentant de l'Allemagne : Il n'y a aucun intérêt, à considérer comme amis ou frères les individus qui peuvent se réclamer d'un père blanc, mais qui ont une valeur inférieure et pour éviter d'en faire « des conducteurs intellectuels de la grande masse des indigènes » la solution s'impose de les classer dans un groupe social distinct. A notre avis, penser ainsi c'est envisager l'intérêt purement matériel du peuple colonisateur sans se soucier le moins du monde des droits pourtant indiscutables des métis dont on craint somme toute la concurrence.

A ces thèses uniquement politiques, s'oppose une conception d'essence nettement supérieure qui répond à la voix de l'équité. Elle fut brillamment développée par Monsieur le Doyen Girault, dans le rapport qu'il soumit à la même session de l'Institut Colonial international¹ : « Il n'y a rien

1. Cf. Compte rendu de l'Institut Colonial International Brunswick 1911, p. 314.

de plus dangereux, écrit ce professeur, que de considérer les métis comme une classe sociale distincte; il ne faut le faire à aucun prix; au contraire il est essentiel que les métis ne constituent pas un groupe social distinct. La société coloniale est déjà assez hétérogène pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y introduire une nouvelle classe d'hommes soumis à des règles particulières. Traitez les métis comme une classe à part et demandez-vous quels sentiments germeront dans l'âme de ces hommes. Repoussés de toutes parts, ils deviendront des déclassés et, j'ajoute, des déclassés les plus dangereux au point de vue du maintien de la domination européenne dans le pays. Il y a là un fait qu'il faut éviter à tout prix. » Aux idées développées par M. Girault se rallièrent M. Abendannon, représentant des Pays-Bas et M. C. Janssen, délégué de la Belgique. Ce dernier orateur, après avoir constaté que « d'une manière générale, la tendance civilisatrice coloniale doit tâcher d'atteindre, après la politique de collaboration, la politique d'association » conclut au danger aussi bien qu'à l'injustice de la création « plus ou moins artificielle d'une troisième catégorie d'habitants ayant moins de droits que les blancs et plus de droits que les indigènes proprement dits¹ ».

Les métis, il faut l'ajouter, sont dotés par la langue française d'un nom qui, trop souvent, est pris dans un sens péjoratif et sont repoussés par le milieu indigène qui ne voit en eux que le produit d'une faute. Pouvons-nous, de notre côté, leur fermer la porte de notre grande famille, leur assigner un statut intermédiaire qui stigmatiserait ainsi leur situation anormale en tous points comparable à celle de parias et les livrerait à la haine et à la jalousie de

1. *Ibid.*, p. 318.

tous? Non, car somme toute, c'est nous qui sommes allés dans les colonies apporter notre civilisation et aussi, il faut bien l'avouer, chercher fortune. Le métissage n'est pas la conséquence du fait réfléchi des passions indigènes, mais plutôt des passions des blancs qui ne pouvant pour de multiples raisons amener avec eux des femmes de leur race, se procurent des concubines de couleur. Les métis sont le produit des caprices des Européens et, dès lors, il incombe, aux Gouvernements colonisateurs de supporter les conséquences des actes de leurs sujets. Un examen de conscience sincère suffit à révéler le devoir qui s'impose. « Grouper les métis à part, au seuil de la vie, serait tout simplement fausser leur mentalité et contribuer à déformer leur caractère en créant chez eux une psychologie spéciale qui les entraînerait à honorer la race de leur père au détriment de celle de leur mère ou inversement; nous connaissons le répertoire d'épithètes de toute nature qui vulgarisent d'une façon peu bienveillante l'opinion que les blancs ont des métis; il faut combattre les préjugés, leur inspirer confiance en les mêlant à nous¹ ».

Au point de vue de la politique coloniale quel effet désastreux aurait la création d'un groupe distinct ! Conscient de la faute et de la lâcheté de ceux qui sont venus en apôtres de la civilisation et de la justice créer l'intolérable, ce groupe serait le symbole vivant de nos passions, symbole qui, à tout instant, se dresserait sur notre chemin pour nous reprocher notre indignité. « Quelles que soient leurs vertus individuelles, les métis ne seraient jamais qu'un embarras pour leur pays, s'ils y formaient une classe de déracinés.

1. Cf. Luis Sorela, Institut Colonial International de Bruxelles, Session de Bruxelles, 1920.

Et cela est de toute évidence, car quel que soit le nom qu'on leur donne, les métis n'ont et ne peuvent avoir qu'une situation diminuée au regard de la situation prépondérante des blancs et une situation louche au regard de la situation effacée des indigènes; ils acquièrent quelques avantages et ne les ont pas tous; ils sont donc pleins de dédain pour la race dite inférieure qui n'a rien de ce qu'ils ont et plein de haine envieuse pour la race supérieure qui ne leur a pas donné tout ce qu'elle a¹ ».

Une classe de métis serait, sans exagérer le virus destructeur que nous ferions germer dans notre empire colonial. Il ne dépend que de nous d'en faire les défenseurs les plus dévoués, les collaborateurs les plus utiles de notre politique. N'en faisons pas nos ennemis les plus dangereux.

Si l'on écarte donc la situation intermédiaire proposée par M. Moresco, deux statuts extrêmes restent en présence : celui de citoyen et celui d'indigène. Lequel devra s'appliquer à ces homes que deux races appellent ?

Certains enfants métis, il faut le remarquer, n'ont jamais connu leur auteur français ou assimilé; ils n'ont jamais vécu dans le milieu européen et n'ont pas davantage goûté aux bienfaits de la civilisation occidentale. Leur langue est celle du pays, leur religion celle des ancêtres, leurs coutumes celles que des générations autochtones millénaires leur ont léguées avec les principes rigoristes qu'un cerveau européen ne comprend souvent pas. Il n'est pas rare qu'ils ignorent la qualité de ceux qui leur ont donné le jour; leurs aspirations ne les poussent nullement à revendiquer une condition qui ne répond ni à leur mentalité ni à leurs désirs. D'eux-mêmes, ils se replongent dans l'élément indigène sans

1. Cf. De Pouvoirville, Institut International de Bruxelles, 1923.

chercher plus longtemps à s'en différencier; en réalité, ils n'en sont jamais sortis; le furent-ils momentanément que la brièveté du temps ne suffit pas à faire naître chez eux un réel sentiment de leur origine et la conscience de leurs droits; ils seront définitivement absorbés par le milieu indigène qui, seul, correspond véritablement à leur état d'âme.

En général, cependant, les métis ont connu leur famille, à laquelle sans doute, bien souvent, aucun lien juridique ne les rattache : c'est la conséquence de l'impossibilité dans laquelle se trouve parfois l'auteur européen de sanctionner légalement le lien du sang; c'est aussi le fait de la négligence, de la lâcheté même de celui dont un vil égoïsme a étouffé tout sentiment paternel. L'enfant n'en a pas moins été élevé pendant un certain temps dans un milieu occidental; son esprit s'est formé à l'image de son auteur, conscient de la supériorité de sa race; son origine et son éducation le poussent impérieusement vers l'idéal qui lui a été révélé. Il garde toujours présent à la mémoire la place qu'on lui faisait dans la Société européenne; peut-être ignore-t-il même tout des coutumes et de la mentalité de la race autochtone. N'est-ce point alors le statut de citoyen qui doit s'ouvrir à lui et perpétuer ainsi le souvenir, le rêve de sa jeunesse?

Deux races, on l'a vu, appellent l'enfant né d'une union mixte; elles ont toutes deux juste titre pour se l'approprier. Mais ne pouvant et ne devant surtout pas ressortir à un statut intermédiaire, l'enfant doit être absorbé par l'une ou par l'autre; si toutes deux avaient une force égale, un droit identique pour réclamer le métis, il serait difficile pour ne pas dire impossible de savoir celle qui devrait l'emporter. Mais, en fait, le statut de citoyen et celui de

non-citoyen ne sont pas placés sur le même plan ; il pourrait sembler hardi de prétendre, *a priori*, que c'est notre statut, celui de citoyen qui occupe le rang le plus élevé dans la hiérarchie des conditions ; l'indigène pourrait soutenir l'inverse avec autant de sincérité et de bonne foi. Cependant, il est un fait indiscutable dont découleront les conséquences les plus importantes pour la solution de la question : des deux peuples en présence l'un est colonisateur, l'autre colonisé ; le premier est dans la civilisation plus en avance que celui qui, malgré son passé parfois très glorieux, ne sut pas évoluer. Et d'ailleurs, le principe même de la colonisation n'est-il pas précisément légitimé par cette idée généreuse : aux populations de ces contrées soumises qui n'ont pas atteint un degré de civilisation comparable à celle de l'Europe, nous ouvrons la porte du progrès. Il est possible que le premier sentiment qui poussa nos armées vers ce sol jadis étranger fut intéressé, que la fertilité des terres, la richesse prodigieuse des mines et des forêts furent l'unique appât pour nos premiers colons ; il n'en est cependant pas moins vrai qu'après avoir établi notre domination, la conscience de nos devoirs se fit jour et nous poussa à faire partager à ceux auxquels nous nous étions imposés, les bienfaits de notre civilisation et le bénéfice de notre développement.

Des deux statuts en présence, le statut français de droit commun doit avoir incontestablement la prépondérance puisqu'il correspond à la norme juridique de l'état colonisateur. L'autre statut n'est qu'exceptionnel : son existence même est une dérogation apportée au principe de l'égalité des individus devant la loi ; son maintien n'est que la conséquence d'une politique coloniale qui ne veut pas sacrifier, momentanément du moins, des traditions séculaires ;

aussi doit-il, dès lors, s'appliquer uniquement aux personnes qui n'ont aucun droit à faire valoir pour obtenir la qualité de citoyen.

Etre citoyen, c'est la condition normale et supérieure du Français; c'est aussi la récompense de ceux qui, par leurs services, leurs aptitudes particulières, leur degré d'instruction, s'en sont montrés dignes : Les sujets et protégés peuvent dans certains cas passer dans ce statut dont la suprématie est manifeste. Le passage inverse n'est pas possible : ce serait une déchéance que l'on n'ose envisager.

Il est maintenant aisé de vaincre la difficulté que présente la situation des métis réclamés par deux statuts dont la force d'attraction est différente : l'enfant se dirigera vers la condition supérieure, vers celle qui lui sera la plus favorable. C'est dans ce sens d'ailleurs que s'est unanimement prononcée la doctrine : « Normalement, écrit M. Lampue, on acquiert dans notre droit la citoyenneté en même temps que la nationalité; la qualité de citoyen est, en principe, attachée à celle de Français et le statut de citoyen ne cède que lorsque la condition de sujet est établie. Lorsqu'à l'égard d'un même individu les deux statuts s'affrontent, il faut donner la préférence à celui de citoyen qui est le statut normal du Français. En cas de doute, c'est le régime le plus favorable à l'enfant qui doit avoir le pas... C'est en faveur de la citoyenneté que le problème des métis doit être tranché parce qu'il est de principe au cas d'incertitude que la citoyenneté l'emporte sur la sujétion¹ ».

Dans notre droit européen, il est une règle bien établie que le sort des enfants est lié à celui du père conformément au vieil adage : « *Liberi patrem sequuntur* ». Cette solution

1. Penant, 1929.1.177.

est fort compréhensible dans les pays européens dont les diverses législations varient sur certains points de détail mais ont, somme toute, de nombreux points communs : Les idées dominantes se rattachent à un degré de civilisation identique et souvent aussi à une origine religieuse semblable. Le père, chef de famille, doit donc en raison même de l'autorité qu'il possède, communiquer à ses enfants sa propre condition; entre deux statuts égaux en principe, celui de français et celui d'étranger, il était difficile de trancher le conflit. Seule, la notion de la puissance supérieure du père permettait de résoudre le problème des conditions. Toutefois, cette solution ne saurait être généralisée : Propre à l'espèce pour laquelle elle fut émise — conflit entre deux statuts similaires — elle ne doit pas être appliquée aveuglément à toutes les autres difficultés. Ainsi, en matière d'heimatlosat, c'est une solution particulière qui fut donnée : en l'occurrence, les conditions en présence avaient une valeur sensiblement différente, d'une part une nationalité nettement établie plaçant l'individu sous un régime strictement déterminé, d'autre part le doute, l'incertitude, le provisoire. C'est indiscutablement en faveur du premier statut que l'on devait se prononcer sans se préoccuper de savoir s'il venait du père ou de la mère. Une seule chose importait : l'intérêt de l'enfant auquel il fallait attribuer le statut le plus complet et le plus large.

Une solution identique s'imposait dans nos colonies où le problème des métis comportait les mêmes données; C'est vers la condition qui lui est la plus favorable que se dirigera l'enfant. « Il ne faut pas oublier, écrit à ce sujet M. Sambuc, que dès l'âge de la réflexion les métis aspirent ardemment à la nationalité et aux prérogatives de leur auteur européen. Il serait, dès lors, très dangereux pour

nous, surtout dans un pays comme l'Indochine, de civilisation très ancienne et très développée de ne pas donner, toutes les fois que faire se pourra, satisfaction à leurs aspirations, après tout, bien compréhensibles, et de ne pas leur faire dans la société française une place telle que leurs intérêts se lient aux nôtres et qu'ils puissent se considérer comme appartenant à la race dominante. En les rejetant loin de nous vers la Société indigène, qu'à tort ou à raison ils méprisent et par laquelle ils ne se laisseront pas toujours absorber, en leur imposant un statut inférieur dont ils ne veulent pas, nous ne manquerons pas d'en faire — nous en avons peut-être déjà fait — des révoltés, ennemis irréconciliables de notre domination ».

Tel était le danger qu'il fallait éviter. La simple logique et la commune équité s'accordaient pour sanctionner favorablement les aspirations légitimes de ceux auxquels l'origine conférait un droit certain au statut normal de citoyen français. Nous verrons qu'adaptant le droit international privé aux problèmes coloniaux certaines solutions, oubliées des préceptes du droit naturel, furent empreintes d'une bien déplorable sévérité à l'encontre des métis; les coutumes indigènes devenaient leur unique refuge. Indignés par une telle conclusion, des juristes s'élevèrent contre semblable iniquité. La question des métis, qui n'avait pas encore fait l'objet de discussions très approfondies devint d'actualité; on en fit le sujet de conférences juridiques et sociales. La jurisprudence souvent hésitante n'osait pas se fixer définitivement; la législateur comprit qu'il était de son devoir d'intervenir. L'ère des décrets s'ouvrit alors. Leurs dispositions parfois timides et craintives ne furent pas toujours très heureuses; l'opportunisme semble avoir, dans une certaine mesure, mis un frein aux

déductions formelles des principes posés; des solutions hybrides furent même données. Qu'importe ! Les esprits s'étaient ouverts à l'intérêt du problème et à la nécessité de le résoudre; les tâtonnements de la veille auront du moins tracé le chemin jadis ignoré et permis ainsi, par leurs premiers jalons, d'orienter dans la voie de la plus stricte justice les décisions inéluctables qui ne sauraient tarder.

CHAPITRE V

ENFANTS METIS LEGITIMES

De nombreux colons, partis seuls dans les régions lointaines de notre empire d'outre-mer pour y chercher ce que la métropole semblait leur refuser, isolés souvent du reste des vivants par des étendues immenses que ces contrées connaissent, minés par un climat trop fréquemment meurtrier, trouvèrent auprès des indigènes le réconfort moral l'appui matériel même indispensables à la réussite de leur entreprise. Des unions légitimes sanctionnèrent parfois ce que la nature avait ébauché et placèrent ainsi dans les liens juridiques un foyer qu'une communauté de vie laborieuse et un besoin d'affection avaient déjà fondé. Des enfants étaient nés de ces unions (quatre vingt treize virent le jour en 1928 en Indochine); il importait de régler leur condition.

a) Déjà sous l'empire du décret du 7 février 1897 qui appliqua aux colonies la loi de 1889 sur la nationalité, la question ne présentait aucune difficulté quand il s'agissait — ce qui était le cas normal d'ailleurs — d'un mariage entre un citoyen français et une indigène; l'art. 8, 1^o décret de 1897 déclarait, en effet, Français « tout individu né d'un Français aux colonies ou à l'étranger¹ ». — Une remarque s'impose : Quand le Code et parfois les décrets

1. Cf. *J. O.* 10-2-1897, p. 895.

employaient le terme « Français » c'était dans le sens de « citoyen français » soumis aux lois françaises et non dans celui d'individu simplement soumis à la nationalité française. — L'art. 17 du même décret ajoutait : « Il n'est rien changé à la condition des indigènes dans les colonies ». Cet article ne pouvait s'appliquer au cas qui nous occupe puisque la femme indigène qui épousait un citoyen français perdait *ipso facto* son statut pour acquérir, soit si elle était « protégée » la nationalité française et la qualité de « citoyenne », soit cette dernière qualité seulement si elle était « sujette ».

Aujourd'hui une solution identique découle de l'art. 2, 1^o du décret du 5 novembre 1928¹, et du décret du 4 décembre 1930² qui rendirent applicable aux colonies en général et à l'Indochine en particulier la loi métropolitaine du 10 août 1927, sur la nationalité.

Les enfants légitimes nés d'un père citoyen français sont donc indubitablement et dans tous les cas, citoyens français.

b) Beaucoup plus délicate était la situation des métis légitimes nés d'un père indigène et d'une mère française. C'est un cas, à vrai dire, assez exceptionnel (neuf naissances en 1928 en Indochine). Il était même jadis inexistant à la colonie du moins où les européennes avisées éprouvaient généralement à l'égard des autochtones une souveraine répulsion. La simple crainte parfois de ne pas trouver en l'époux la supériorité, la protection que l'idée de mariage suggère d'ordinaire à l'esprit féminin suffit à empêcher la formation de tels foyers. Les indigènes eux-mêmes, fidèles

1. Cf. *J. O.*, 15-11-1928, p. 12.112.

2. Cf. *J. O.*, 16-12-1930.

aux principes religieux et aux coutumes ancestrales de leur race, voyaient dans une telle union l'abandon des traditions sacrées, outrage impardonnable à l'honneur de la communauté familiale. Toute autre paraît être leur mentalité quand ils ont quitté la colonie pour venir dans la métropole puiser à la source même les principes directeurs de notre civilisation. Plongés dans un milieu entièrement différent du leur et dans lequel ils s'immiscent inconsciemment, oublieux même des préceptes impérieux de leurs pères que rien ne leur rappelle, les indigènes se laissent alors entraîner par des européennes, ignorantes des coutumes et des mœurs autochtones, dans les liens d'une union légitime. Des enfants seront nés en France, d'autres verront le jour aux colonies; quelle sera leur condition?

Une distinction, nous semble-t-il, s'impose, tout d'abord selon la qualité de l'auteur indigène; le lieu de la naissance aura également une influence sur la solution du problème.

α) Supposons le père « sujet français ». Il n'y a donc pas en ce cas conflit de nationalités, mais seulement conflit de statuts. L'art. 19, du Code civil, selon lequel « la femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari » était-il en l'occurrence applicable? Certes non, car les termes « étranger » et « indigène sujet français » ne sont pas synonymes et l'on ne saurait, sans commettre une grossière erreur, les assimiler. Soutenir le contraire serait frapper la femme d'une sorte de déchéance civile. Les articles du Code en la matière devaient être entendus *stricto sensu*; ils n'avaient pas été élaborés pour fixer la situation juridique des femmes françaises devenues épouses d'un naturel de nos colonies. « Aucun texte ne fixait cette situation particulière; dans le silence de la loi il est évident que la question devait être tranchée, non dans le sens d'une

diminution des garanties civiles et sociales — ce qui eut été contraire au droit naturel et aux lois d'évolution — mais dans le sens le plus favorable à l'intéressée et le plus conforme à l'équité¹. » La femme européenne qui épousait un indigène ne perdait donc pas sa qualité et échappait à la condition inférieure de son mari. Dès lors, ses enfants étaient appelés par deux statuts : celui de « citoyen » et celui de « sujet », statuts dont l'un peut être considéré comme normal et supérieur, et l'autre comme exceptionnel et subordonné. Entre ces deux pôles d'attraction de valeur et de puissances différentes, aucune hésitation n'était possible, c'était le statut de citoyen qui devait l'emporter et les enfants issus de ce mariage devaient en bénéficier.

β) Ce raisonnement ne saurait toutefois s'appliquer d'une manière identique à l'union d'une Française et d'un indigène « protégé ». Bien que la souveraineté de l'Etat soumis à un protectorat soit amenuisée du fait du contrôle et de l'autorité d'une autre puissance, une nationalité y subsiste cependant et produit, faute de convention ou de disposition formelle du protecteur, ses effets normaux. Sous l'empire de la loi de 1889, plusieurs situations pouvaient se présenter. Si l'enfant avait vu le jour aux colonies, il devait suivre la nationalité et partant la condition de son père protégé, bien que sa mère n'ait point perdu par le mariage, sa nationalité d'origine (la loi annamite ne conférant pas à l'épouse d'un de ses sujets la nationalité du mari). Si l'enfant était venu au monde sur le sol français continental et si sa mère y était elle-même née, c'était la qualité de citoyen qui l'appelait *jure soli* (art. 8, § 3, C. c.). Il fallait pour cela la réunion des deux condi-

1. Cf. Roger Villamur, *Quinzaine coloniale*, 10 septembre 1908.

tions, une seule ne suffisant pas. Pareille solution devait être donnée si l'enfant né en France y était domicilié à l'époque de sa majorité (Art. 8, § 4, C. c.).

La loi du 10 août 1927, qui remplaça pour la métropole celle de 1889, apporta de grandes simplifications au problème. Dorénavant sera Français tout métis légitime né en France d'une mère française (art. 1, § 3); peu importe que celle-ci ne soit pas elle-même née en France. La loi de 1927 semble imposer une condition : la fixation du premier domicile en France. Semblable exigence ne saurait s'appliquer à notre hypothèse, car la loi annamite n'a pas prévu l'acquisition de la nationalité par la femme étrangère qui épouse un de ses nationaux, et celle-ci conservera en tout état de cause sa nationalité d'origine; de ce fait, l'art. 1^{er}, § 3, de la loi de 1927 gardera toute sa valeur (Cf. Dar., 1926.3.197; 1930.3.110).

Les décrets du 5 novembre 1928 et du 4 décembre 1930, assimilèrent le domaine colonial au sol métropolitain et déclarèrent Français respectivement en leur art. 2, 3^o et 2^o « tout enfant légitime né en France ou aux colonies d'une mère française ». Un seul obstacle se dressera donc dorénavant contre l'acquisition de la qualité de citoyen par les métis légitimes nés de père protégé : leur naissance en pays étranger. Ce dernier vestige de la souveraineté des pays de protectorat de l'Union indochinoise quant à la nationalité n'a véritablement pas de raison d'être. Considérer, en effet, comme citoyen français l'enfant né au Cambodge, en Annam, au Tonkin d'une mère française, n'est-ce pas, en quelque sorte, donner au *jus soli* une extension inattendue : à moins que le besoin, le désir caché d'assimilation qui est somme toute encore à la base de notre politique coloniale n'ait également influencé les solutions

nouvelles et que ce n'est point tant le sol mais bien plutôt le sang qui ait eu le principal rôle dans leur élaboration. On ne saurait expliquer en ce cas l'ultime restriction apportée à l'octroi de la qualité de citoyen aux métis légitimes si ce n'est par l'extrême rareté de l'hypothèse envisagée.

CHAPITRE VI

ENFANTS METIS NATURELS

Nombreux sont les Européens qui, ne trouvant pas aux colonies de femmes de leur race retenues dans la métropole par la crainte du climat et de l'éloignement, prennent auprès d'eux comme compagne des indigènes obéissantes et dévouées. Certaines de celles-ci deviennent, nous l'avons vu, épouses légitimes; c'est l'exception. Pour la plupart elles ne sont que concubines. Il ne faudrait cependant pas accorder à ce qualificatif l'idée péjorative qu'un cerveau européen lui donne d'ordinaire. Dans nos contrées le concubinage, réprouvé par toute morale digne de ce nom, ne s'étale pas au grand jour, ne s'avoue pas; marque certaine de la faiblesse humaine, cette communauté de vie en dehors des liens matrimoniaux se tient secrète dans les milieux du moins qui gardent encore relativement intact le sens des convenances. En Indochine, par contre, le fait pour une « congaië » de fonder dans les mêmes conditions un foyer avec un Européen ne la couvre ni de honte, ni de mépris; sa conduite n'est pas fautive; c'est, en effet, le plus souvent avec l'autorisation même de sa famille, au vu et au su de tout le monde, qu'elle s'est mise de bonne foi en ménage. Cette situation quasi légale n'a certes pas été enregistrée par le village, mais elle n'est nullement pour cela empreinte de clandestinité et d'ignominie. Semblable coutume se rencontre également dans nos autres possessions.

Ces unions extra-matrimoniales, que l'on ne peut ignorer, donneront naissance à des enfants naturels. Ceux-ci pourront être reconnus soit uniquement par l'un de leurs auteurs, soit par les deux; ils se trouveront parfois aussi dans la lamentable situation d'enfant né de parents inconnus. Leur condition fut, avec injustice d'ailleurs, différemment établie suivant les cas. Le statut de citoyen cependant les appelait. Ce n'est, nous le verrons, qu'après une longue évolution jurisprudentielle, sous l'influence bienfaisante de juristes et de philanthropes que cette condition leur a été appliquée.

§ 1. — Filiation établie à l'égard du père et de la mère par le même acte.

L'article 8, 1^o du C. c. *in fine* disposait que, si la filiation « résulte pour la père ou la mère du même acte ou du même jugement l'enfant suivra la nationalité du père ».

a) Aucune difficulté ne se présentait donc dans le cas d'un père citoyen français et d'une mère indigène : l'enfant était incontestablement citoyen français; (actuellement : art. 2, 4^o du décret du 5 novembre 1928 et art. 2, 3^o du décret du 4 décembre 1930).

b) Plus délicate était la situation du métis né d'une mère française et d'un père indigène. Si l'on confondait le mot « nationalité » et le mot « condition », on devait attribuer à l'enfant le statut du père et partant en faire un indigène.

α) Pouvait-il en être ainsi au cas où le père était « sujet » français ?... Certes non. Le Code civil dans ses dispositions ne faisait allusion qu'à la nationalité; l'art. 8, n'était pas en l'occurrence applicable puisque le problème posé ne l'était pas sur le terrain du droit inter-

national privé. Il s'agissait d'un conflit non international et les principes qui lui sont propres permettaient seuls de résoudre au sein d'une même nation, les difficultés tenant à la détermination du statut, de la condition, de la capacité des métis. Le droit positif, muet en la matière, renvoyait de ce fait au droit naturel. Pourquoi attribuer à l'enfant le statut inférieur et le frapper ainsi d'une *capitis deminutio* que rien ne permet de lui infliger ? Les indigènes eux-mêmes n'aspirent-ils pas à acquérir, par tous les moyens, le statut supérieur de citoyen ? Ils aiment à se placer autant que faire se peut, sur un pied d'égalité avec ceux qui sont venus chez eux en apôtres de la civilisation ; ils sentent que leur condition, déterminée par leur origine, par leur sang, n'est pas aussi avantageuse que celle des Européens, leurs maîtres actuels. Fidèles élèves, ils ont conscience de leur infériorité et aspirent à l'atténuer sinon à la faire disparaître. Ont-ils un procès, passent-ils un contrat, ils aiment à se placer sous la protection de la loi française et à venir demander justice à ceux qui détiennent pour eux le secret de l'équité. Pourquoi, dans ces conditions, faire descendre à ce niveau inférieur qu'est l'état indigène le fruit d'un autochtone et d'une mère française ? Ce serait contraire au bon droit et bien mauvaise politique de la part du peuple colonisateur. Une occasion se présente de faire de cet enfant un Français complet, Français qui aura l'avantage de connaître deux civilisations, deux mentalités, deux langues ; Français qui sera auprès de ses demi-frères indigènes le meilleur interprète des idées et des sentiments de la métropole. Pourquoi ne pas agir ainsi ? Entre deux statuts auxquels il peut être rattaché aucune hésitation n'est permise. C'est la condition la plus favorable qu'il faut lui attribuer ; ce faisant aucun principe de droit positif

n'est violé; l'idée même de colonisation est équitablement comprise.

β) Semblable raisonnement ne saurait être tenu en ce qui concerne l'enfant reconnu à la fois par un protégé et par une mère française. Il y a bien alors en présence deux nationalités. L'art. 8, 1^o du C. c. prévoyait spécialement cette hypothèse et ses dispositions ne pouvaient qu'être appliquées. L'enfant métis devait suivre la nationalité du père et partant sa condition. Pareille solution était cependant regrettable. Il dépendait du législateur d'obvier à cet inconvénient en modifiant, d'accord avec le souverain intéressé, les lois alors en vigueur dans les pays de protectorat. C'est ce qui fut fait par la promulgation dans nos possessions de la loi métropolitaine du 10 août 1927 sur la nationalité. Le décret du 5 novembre 1928 (Cf. *J. O.*, 15 novembre 1928, p. 12. 112) appliquant à l'ensemble des colonies les nouvelles dispositions législatives, vint en quelque sorte explicitement sanctionner la solution donnée pour les métis nés d'un père sujet et d'une mère française; il décide en son art. 2, 6^o: « Est français, tout enfant naturel né aux colonies lorsque celui de ses parents dont il ne doit pas suivre la nationalité aux termes de la disposition précitée est français. » Donc, tout enfant naturel né aux colonies et dont l'un des parents est français (il faut lire citoyen français) suit toujours cette nationalité et partant cette condition.

Un décret spécial, en date du 4 décembre 1930, (Cf. *J. O.*, 16 décembre 1930) rendit applicable en Indochine la loi du 10 août 1927. Le Gouverneur général, estimant que le texte du décret de 1928 présentait de trop graves inconvénients pour la Fédération indochinoise à raison du nombre considérable d'asiatiques étrangers qui y résident,

adapta la loi de 1927 aux conditions particulières de l'Union indochinoise, en excluant de son texte les 2^o et 5^o de l'art. 2 du décret du 5 novembre 1928. — Le décret de 1930 en son art. 2, 4^o décide : est français : « Tout enfant naturel né en Indochine lorsque celui de ses parents dont il ne doit pas suivre la nationalité, aux termes de l'alinéa 3 (l'enfant suit la nationalité du père en cas de reconnaissance de la part des deux auteurs dans le même acte) est français ».

Ce décret applicable à l'ensemble des pays de l'Union indochinoise résolvait donc la difficulté que posait la nature du protectorat.

Dès lors, le sang français primera le sang étranger ou indigène. Du seul fait qu'un enfant naturel aura une mère française, peu importe la nationalité de son père, peu importe que sa reconnaissance ait eu lieu par le même acte ou le même jugement, cet enfant suivra dorénavant la nationalité française et la condition supérieure de sa mère.

La question n'a cependant pas été totalement tranchée : un cas subsiste encore qui fait revivre la distinction faite pour la période antérieure aux décrets de 1928 et 1930. Ceux-ci visent, en effet, les enfants nés dans les colonies ou pays de protectorat ; la loi de 1927 prévoit en son art. 1^o, 6^o, la naissance de l'enfant en France ; la question reste donc entière dans le cas où le métis verrait le jour en pays étranger. C'est une hypothèse extrêmement rare à laquelle n'a pas cru devoir songer le législateur. La solution semble être la suivante : Si le père est sujet français, l'enfant sera citoyen ; le père protégé par contre transmettra à son enfant sa nationalité et sa condition.

§ 2. — Enfant dont la filiation a été établie successivement à l'égard de l'un et de l'autre des parents.

L'art. 8, 1^o, § 2 du C. c. disposait : « L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. » Ce texte appliqué aux colonies par le décret du 7 février 1897, semblait donner la solution de la question : Si l'enfant était reconnu en premier lieu par un citoyen français, il devrait être déclaré citoyen français; si au contraire, il était reconnu d'abord par un auteur sujet ou protégé français, il devrait suivre la condition de ce dernier. Telle ne saurait être cependant l'exacte application de ce texte en ce qui concerne du moins les sujets français.

a) Comme le faisait remarquer très judicieusement M. Villamur notre « Code civil au titre de la jouissance et de la privation des droits civils ne s'occupe pas des indigènes, ne vise pas leur statut. Décider en son nom que l'enfant né d'un Européen et d'une indigène sujette française et de qui la reconnaissance par le père est postérieure à celle de la mère doit suivre la condition de celle-ci, c'est-à-dire doit être considéré comme indigène, c'est ajouter à la loi et c'est l'interpréter dans un esprit qui n'est pas le sien¹ ».

Il ne faut pas oublier, en effet, que les art. 7 et suivants du C. civ. visaient uniquement les questions de nationalité et ne considéraient nullement les termes d'étranger et d'indigène sujet français comme synonymes. Le législateur a eu l'intention d'empêcher par une reconnaissance ulté-

1. Cf. Roger Villamur « Unions mixtes et condition juridique des métis aux colonies », *Quinzaine coloniale*, 10 septembre 1908,

rieure un changement de nationalité. On ne saurait en déduire que l'art. 8 précité ait rendu impossible à un individu une augmentation de sa capacité tout en conservant la même nationalité. M. Villamur cite le cas d'un métis franco-malgache dont la filiation se trouvait établie à l'égard de la mère indigène antérieurement à la reconnaissance du père citoyen français et il s'écrie : « Quand un « cas aussi intéressant que celui sur lequel nous dissertons « s'offre à l'examen des pouvoirs publics et appelle une « solution que ne donne pas le droit écrit, que font-ils « dans la pratique de la vie ? Ils s'adressent au droit naturel, « source des législations positives. Or ce droit, que le légis- « lateur de l'époque intermédiaire a défini admirablement : « la raison naturelle en tant qu'elle gouverne les hommes », « quelles en sont les origines ? L'humanité, l'équité et avec « elle les principes de progrès et d'évolution. Eh bien ! « ne serait-ce pas oublier tous ces éléments générateurs « des lois que de décider qu'une reconnaissance d'enfant « naturel intervenue dans les conditions ci-dessus précisées, « doit être regardée comme impuissante à relever la situa- « tion civile de celui qui en est l'objet et être par suite tenue « pour nulle et non avenue ? »

En réalité, nos colonies sont, du fait de l'annexion, devenues des territoires français et il n'y existe qu'une nationalité, la nationalité française. Nous sommes en présence d'un conflit de droit interne qui ne saurait être résolu comme un conflit de droit international puisqu'une seule souveraineté est en jeu. L'art. 8, ne trouvait pas ici d'application et c'est le principe du statut le plus favorable qui tranchait la question en faveur de la qualité de citoyen.

b) Les explications relatives aux colonies ne peuvent évidemment pas être étendues à nos protectorats qui ne

font pas partie du sol français. La personnalité morale du pays protégé subsiste entière et ne s'absorbe pas dans celle du pays protecteur. Nous nous trouvons en l'occurrence en présence de deux nationalités qui s'affrontent; l'une doit sans doute l'emporter sur l'autre; mais ce ne peut être qu'en vertu d'une décision spéciale acceptée d'un commun accord. Aussi l'art. 8, 1^o, alin. 2, trouvait-il au Tonkin, en Annam et au Cambodge sa pleine application et pour ces contrées une intervention législative était nécessaire : Il pouvait, en effet, paraître choquant et injuste qu'un enfant reconnu ultérieurement par un auteur citoyen français ne pût s'élever à la hauteur du statut normal alors que son sang, son éducation, sa mentalité, ses aspirations l'y poussaient impérieusement.

Une série de décrets vint régler cette question dans le sens le plus favorable aux métis. Le premier en date est celui pour l'Indochine du 28 mars 1918¹; il décide dans son art. 1^o : « Le paragraphe portant le numéro 1 de l'art. 8 « du C. c. déclaré applicable en Indochine par les décrets « du 7 février 1897 et du 6 mars 1914 est complété ainsi « qu'il suit pour l'Indochine : « Toutefois, lorsque le père « est citoyen français, l'enfant dont la filiation à l'égard de « celui-ci aura été établie volontairement ou judiciairement « postérieurement à la reconnaissance faite par la mère « indigène ou à la preuve de sa filiation à l'égard de cette « dernière, suivra la nationalité de son père ».

La question était donc résolue pour les pays de protectorat indochinois en ce qui concerne les enfants nés d'un père citoyen français; mais elle demeurerait entière pour ceux dont le père était indigène protégé et qui étaient reconnus

1. *J. O.*, 7 avril 1918.

ultérieurement par la mère française. Selon la législation de cette époque, ils devaient être déclarés protégés français.

Le décret de 1918 fut suivi d'autres décrets applicables aux différentes colonies. Pour les Etablissements français de l'Océanie : décret du 24 avril 1919¹. Pour l'A. O. F., la Nouvelle Calédonie et les Etablissements français de l'Inde : décret du 15 décembre 1922². Ces deux décrets portent la même mention : « ... modifiant les art. 8 et 339 du C. civ. ». Il est à remarquer qu'il n'était pas nécessaire pour nos colonies proprement dites de modifier l'art. 8 du C. civ., puisqu'en la matière cet article, ainsi qu'on l'a vu précédemment, n'était pas applicable. Il y a là, sans aucun doute, une erreur législative qui peut s'expliquer ainsi :

Après la promulgation du décret de 1918 pour l'Indochine, décret qui était indispensable pour un pays de protectorat, le législateur colonial, voulant modifier l'art. 339, calqua purement et simplement sur ce décret ceux qu'il destinait aux autres colonies. Et d'ailleurs, la réforme concernant les effets de la reconnaissance de l'enfant par le père citoyen français postérieurement à l'établissement de la filiation à l'égard de la mère indigène a été accomplie par les mêmes décrets que la modification des pouvoirs du ministère public relatifs au droit de faire annuler une reconnaissance mensongère. Tout au plus peut-on voir en ces décrets, comme le fait remarquer M. Lampué, non des solutions exceptionnelles mais la simple constatation du principe qu'en cas de conflit entre la qualité de citoyen

1. *J. O.*, 2 mai 1919.

2. *J. O.*, 2 février 1923.

et la sujétion, c'est le premier statut qui l'emporte sur l'autre¹.

Il est cependant regrettable que par ces décrets le législateur semble décider l'application d'une telle solution pour le seul cas de la reconnaissance ultérieure par un père citoyen français. Visant sans utilité le *plerumque fil*, il apporte au problème plus de doute que de certitude. Le principe que l'enfant, en l'espèce, doit prendre le statut le plus favorable est nécessaire et suffisant pour trancher la question.

Mais le décret du 28 mars 1918, laissait dans l'ombre le cas où la filiation se trouvait établie en premier lieu à l'égard d'un père protégé français et où l'enfant serait reconnu ultérieurement par sa mère citoyenne française. Le décret du 4 décembre 1930², rendit applicable en Indochine la loi métropolitaine du 10 août 1927 et apporta le correctif indispensable : il n'y a que des avantages à ce que les principes posés par ce texte sur la nationalité reçoivent leur application non seulement en Cochinchine et au Laos, mais dans les pays de protectorat, afin que tous les territoires placés sous l'autorité du chef de la Fédération Indochinoise soient soumis au même statut juridique; aussi ledit décret dispose-t-il en son art. 2, 4^o : « Est Français tout enfant naturel, *né en Indochine*, lorsque celui de ses parents dont il ne doit pas suivre la nationalité aux termes de l'alinéa 3 du présent article (antériorité de la preuve de la filiation) est français. » Dorénavant donc, la nationalité française est reconnue aux métis dont la filiation est établie d'abord à l'égard de leur père protégé et ultérieurement à l'égard de leur mère française.

1. Dar. 1929.1.172 (note).

2. J. O., 10 janvier 1931.

Mais une difficulté nouvelle surgit : alors que le décret du 28 mars 1918 n'envisageait pas le lieu de naissance de l'enfant, par contre celui de 1930 exige que l'enfant pour être déclaré français soit *né en Indochine*. C'est sans nul doute le cas normal et le plus fréquent, mais il eut été sage de prévoir ce que l'on peut considérer comme exceptionnel. En outre, cette restriction présente le grave inconvénient de sembler s'appliquer également à la Cochinchine et au Laos, colonies proprement dites, dont les ressortissants sujets français, ont la nationalité française.

Encore une fois, il faut préciser ici que l'art. 2, 4^o, ne vise qu'une question de nationalité et ne saurait s'appliquer à un conflit non international, partant aux colonies proprement dites. On doit toujours revenir au principe que le métis suit le statut le plus favorable et que seule une disposition catégorique de la loi en sens contraire pourrait lui en retirer le bénéfice. Or, le décret du 4 décembre 1930, comme la plupart des décrets sur la nationalité, vise principalement les étrangers séjournant aux colonies et les ressortissants des pays de protectorat.

Les métis dont les auteurs sont l'un citoyen, l'autre sujet français, n'ont en tout état de cause qu'une seule nationalité; ils ne subissent pas quant à leur statut les effets de la réglementation nouvelle et bénéficient en définitive de la condition la plus favorable, lorsque leur filiation a été établie successivement à l'égard de l'un et l'autre de leurs parents.

Les solutions données par les dispositions combinées des 4^o et 6^o de l'art 2 du décret du 5 novembre 1928 et 3^o et 4^o du décret du 4 décembre 1930 ont rendu inutiles les dispositions antérieures prises sous l'application du décret du 9 février 1897; il est à remarquer qu'en n'abro-

geant, en son art. 27, que l'art. 1 des décrets des 28 mars 1918, 24 avril 1919, et en oubliant le décret du 15 décembre 1922 relatif à l'A. O. F., le décret de 1928 a commis une inexplicable lacune¹.

§ 3. — **Enfant dont la filiation a été établie à l'égard d'un seul parent.**

Il faut distinguer selon que l'auteur à l'égard duquel la filiation a été établie est citoyen français ou indigène.

A) *Père ou mère citoyen français.* — Il n'est pas douteux que l'enfant suivra la condition de celui avec lequel seul il a un lien juridique. Dans le cas présent, l'enfant doit donc être citoyen français. C'est d'ailleurs en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence, notamment par un arrêt de la Cour d'appel de l'Indochine du 10 septembre 1903 (Dar., 1905.3.44) : « Considérant que Rozier Joseph, Benoit, par suite de la reconnaissance faite par son père Jean Rozier en 1884, avait acquis la qualité de Français avec tous les droits attachés à cette qualité... »

Cette solution est l'expression de l'évidence même et pourrait faire croire à l'inutilité de tout commentaire; mais de regrettables abus s'étaient produits et ont provoqué une réforme législative indispensable.

Pour éviter la naturalisation, de nombreux indigènes se firent reconnaître moyennant rémunération par un individu citoyen français et obtenaient de ce fait la qualité de citoyen. « L'administration a été, depuis longtemps déjà et à plusieurs reprises, amenée à constater que des personnes sans scrupules, agissant quelquefois par complai-

1. Cf. *Répertoire de Droit International*, V^o Colonies, p. 602.

sance, le plus souvent par esprit de lucre, reconnaissaient devant Messieurs les Officiers de l'Etat civil, comme leurs enfants, à seule fin de leur faire acquérir la qualité de français, des indigènes avec lesquels ils n'avaient et ne pouvaient avoir aucun lien de filiation et qui souvent même étaient pourvus d'un état civil indigène. Ces reconnaissances frauduleuses, dont on n'eut à l'origine à relever que des cas isolés, paraissent avoir passé dans le domaine de la pratique courante et constituer une industrie nouvelle à l'usage de quelques-uns des sans-travail dont le nombre augmente de jour en jour en Cochinchine. » (Circulaire du Lieutenant Gouverneur de la Cochinchine du 8 avril 1909¹).

On cite le cas² d'un vieil Européen, Honoré Bodin, qui en retour de quelques piastres consentait à reconnaître comme ses enfants naturels tous les métis qui désiraient acquérir un état civil français (la réglementation actuelle qui s'applique aux enfants nés de parents inconnus étant tout à fait récente). Ce « philanthrope modeste » — comme l'appelait plaisamment M. A. Girault — trouva de nombreux imitateurs; il est à remarquer que le même subterfuge employé par une femme citoyenne aurait eu des résultats identiques.

On songea que le ministère public pourrait faire annuler ces reconnaissances mensongères par voie d'action principale : il lui est, en effet, permis d'intervenir dans toutes les circonstances où l'ordre public est directement intéressé et spécialement dans celles où son action est commandée par l'intérêt général ou par une nécessité supérieure de défense sociale (Cass. 24 nov. 1862, D. P. 1863.1.477;

1. Dar, 1911.3.179 note.

2. Cf. Solus, *op. cit.*, p. 77.

C. d'App. Colmar, 19 mai 1868, D. P. 1868.2.225; Cass. 25 mai 1869, D. P. 69.1.413).

Mais une jurisprudence sensiblement différente (C. d'Ap. Indochine, 18 nov. 1910, Dar. 1911.3.178 et 22 juin 1911, Dar. 1912.3.116) semblait vouloir s'imposer avec force.

« Attendu, d'une part, que l'art. 339 C. civ. applicable
« en Cochinchine aux termes du décret du 25 juillet 1864,
« en déclarant que « toute reconnaissance de la part du
« père ou de la mère peut être contestée par tous ceux qui
« y ont intérêt » vise seulement les personnes privées qui
« ont un intérêt pécuniaire ou moral à faire prononcer la
« nullité de la reconnaissance qu'il ne fait pas mention du
« ministère public.

« Attendu, d'autre part, que les questions de paternité
« et de filiation intéressent moins l'ordre public que l'hon-
« neur et le repos des familles qui doivent être protégés par
« la loi contre toute atteinte ». (Cass., 17 déc. 1913, Pen.
1914.1.115).

Cette dernière jurisprudence est très critiquable; en effet si en France l'« honneur et le repos des familles » sont uniquement en jeu, il n'en est pas de même aux colonies dans lesquelles « ce qui est intéressé au premier chef, c'est la nationalité française, conférée de la sorte à des indigènes par le premier venu, ce qui revient à l'usurpation, sans contrôle, par des particuliers de ce pouvoir si délicat et si dangereux de collation de la nationalité que le législateur même n'exerce qu'avec tant de prudence et d'hésitation¹ ».

Si regrettable qu'elle fût, cette jurisprudence se maintint (Cour d'Appel Indochine, 27 février 1914, Dar., 1915.3.200).

1, Dar, 1914.3.60.

Devant de telles décisions, le législateur se devait d'intervenir pour modifier l'art. 339 du C. civ. Il le fit par le décret du 7 novembre 1916¹, relatif à la reconnaissance des enfants naturels métis à Madagascar et dans ses dépendances.

Ce décret indique la procédure à suivre pour reconnaître un enfant naturel en cette colonie (reconnaissance devant l'Officier de l'Etat civil — enquête — homologation). « L'acte de reconnaissance dûment homologué constate la filiation de l'enfant vis-à-vis de son père citoyen français avec tous les effets et toutes les conséquences que le C. civ. attache à la filiation naturelle. Il entraîne en outre, pour l'enfant reconnu l'accession de plein droit à la qualité de citoyen français sans, toutefois, que cet acte comporte d'effet rétroactif. » (art. 10). Le même décret précise que « le ministère public peut, dans tous les cas, faire appel devant la Cour d'appel, de la décision rendue par le tribunal » (art. 7).

C'est une réglementation semblable qui fut appliquée à l'Afrique Equatoriale Française par un décret du 18 janvier 1918².

Pour les autres colonies des décrets successifs vinrent apporter le correctif nécessaire à l'art. 339 du C. civ. et permettent dès lors au ministère public de poursuivre l'annulation des reconnaissances frauduleuses et de mettre un terme à de fâcheuses pratiques.

Indochine	décret du 28 mars 1918 ³
Océanie	décret du 24 avril 1919 ⁴
A. O. F. Nouvelle-Calé-	
donie et Inde :	décret du 15 déc. 1922 ⁵

1. J. O., 13 novembre 1916.

2. J. O., 25 janvier 1918.

3. J. O., 7 avril 1918.

4. J. O., 2 mai 1919.

5. J. O., 2 février 1923.

B) **Père ou mère indigène.** — L'enfant semble, en ce cas, devoir également acquérir la condition de l'auteur qui l'a reconnu puisque c'est avec lui seul qu'il a réellement un lien de droit. Le plus souvent ce sera une mère indigène, abandonnée, qui aura reconnu sa descendance. Le fait se produisit trop fréquemment hélas de pères européens qui appelés à changer de poste ou à rentrer en congé hésitèrent, malgré les soins affectueux qu'ils prodiguèrent à leurs petits, entre le devoir et l'égoïsme. Les enfants mis au monde en un pays lointain sont si vite oubliés ! « seule la voix de la conscience ne s'éteint pas tout à fait ; l'abandon cependant est définitif¹. » Nombreux sont les exemples de femmes indigènes qui, trop confiantes en celui qu'elles considéraient comme époux, furent brutalement renvoyées avec leur progéniture et sans argent. M. le Colonel Bonifacy signale des cas particulièrement révoltants qui sont loin de servir la cause de la civilisation et de glorifier l'œuvre colonisatrice².

Quoi qu'il en soit, ces jeunes métis ont été le plus souvent élevés dans un milieu européen ; ils ont acquis la mentalité occidentale et ne peuvent retourner dans le milieu indigène qui les raille et dont ils souffriraient d'ailleurs de prendre les usages. Leur situation est bien lamentable ; véritables parias, conscients de leur état et de la responsabilité du conquérant, ils ne songent alors qu'à devenir les ennemis acharnés et déterminés de celui-ci. Leur fierté naturelle refuse une condition inférieure, leurs aspirations les poussent vers le statut normal.

La législation jusqu'à ces dernières années offrait à tous

1. Cf. H. Sambuc « Les métis franco-annamites en Indochine », *Revue du Pacifique*, mai 1931.

2. Cf. Bonifacy, *Les Métis franco-tonkinois*.

les métis deux voies pour sortir de la situation précaire dans laquelle ils se trouvaient, deux moyens de se faire reconnaître ou attribuer la qualité de citoyen français que l'origine et l'éducation auraient dû leur conférer : d'une part, la recherche de la maternité ou de la paternité, d'autre part, la naturalisation.

I. — Recherche de la maternité ou de la paternité.

L'enfant reconnu par son père indigène peut en cas d'abandon par sa mère française (l'exemple ne s'est pas encore produit) recourir à la recherche de la maternité pour établir sa filiation à l'égard de cette dernière. Ce cas correspond alors à celui précédemment étudié d'un métis reconnu successivement par ses deux auteurs.

La recherche de la paternité fut autorisée aux colonies par application de la loi du 16 novembre 1912 modifiant l'art. 340 C. civ. Il était de toute importance et du plus grand intérêt pour un enfant naturel de déterminer l'auteur de sa naissance; il acquerrait de la sorte la qualité de citoyen français ainsi que tous les droits et avantages que sa filiation légalement établie devait lui conférer. Ce n'est cependant pas sans quelques restrictions que la loi de 1912 fut promulguée aux colonies.

L'opportunité de ses dispositions fut âprement discutée à la Chambre des députés et au Sénat. On proposait d'attribuer au pouvoir local « la faculté de dire que la présente loi ne s'appliquerait qu'au seul cas où la mère et le père seraient de nationalité française ou appartiendraient à la catégorie des étrangers assimilés. » Le sort des métis était ainsi sacrifié. Une hostilité à la réforme régnait; en effet, dans l'esprit de certains coloniaux effrayés par les « procès

de mauvais aloi que seront tentées de provoquer des femmes de couleur et par les difficultés que présenterait la découverte de la vérité alors qu'on serait exposé à recourir aux témoignages d'indigènes suspects et peu scrupuleux¹ ».

Pareilles objections n'étaient cependant pas sérieuses et il était aisé de les réfuter ; somme toute, c'est la question de preuve qui préoccupait les adversaires de la pure application de la loi de 1912. Les témoins, même en France, sont sujets à suspicion ; leurs dires, simple complément d'un écrit ou d'un commencement de preuve, ne suffisent souvent pas à convaincre les juges métropolitains du bien fondé de la demande. Il en eut été de même aux colonies ; seule la prudence et la sagacité des magistrats devaient résoudre cette difficulté. Malgré l'opposition vigoureuse au Sénat de M. Paul Strauss, qui réclamait l'application de la loi toutes les fois où l'une des parties est de nationalité française ou assimilée², c'est en sens contraire que se prononcèrent les Chambres par l'art. 4 de la loi précitée.

Ainsi donc, toute latitude était donnée au pouvoir local pour l'application de la réforme aux métis.

Le Gouverneur général de l'Indochine, après l'avis de M. Joyeux, président de la Cour d'appel et l'assentiment de la commission du Conseil colonial, promulga sans restriction le texte métropolitain ; il rendit ainsi justice à ceux que de futiles préoccupations avaient sacrifiés.

Ce n'est pas dans le même sens qu'agit le Gouverneur de Madagascar ; constatant que l'enfant naturel est toujours le bienvenu dans la famille indigène, que la loi et les coutumes malgaches ne font pas de différence entre le bâtard et l'enfant légitime, ce haut fonctionnaire conclut

1. Cf. Sirey, 1913, Lois annotées, p. 449 note 23.

2. J. O, 1912 « Débats Sénat », p. 1344.

à l'inutilité de la promulgation pure et simple de la réforme. Navrante conclusion ! car enfin ce ne sont point les coutumes indigènes qui doivent s'appliquer aux métis et de plus établir judiciairement sa filiation envers un auteur citoyen français n'est pas pure question d'amour propre, c'est démontrer son droit au nom, à la protection tant morale que matérielle, au statut personnel de celui qui a engendré. De tels intérêts n'auraient pas dû être mis en échec par de simples difficultés d'ailleurs parfaitement évitables.

Les pouvoirs locaux de Madagascar¹, de l'A. O. F. et de l'A. E. F. rendirent donc inapplicable aux métis la réforme si impatiemment attendue et que commandait la plus élémentaire équité. Fut-elle d'ailleurs appliquée sans réserve, la loi sur la recherche judiciaire de la paternité naturelle aurait été d'une difficulté d'application telle que ses résultats n'eussent point répondu aux légitimes espoirs qu'elle avait fait naître. La recherche n'est, en effet, autorisée par le Code que dans certains cas, limitativement déterminés ; les enfants adultérins n'en ont pas le bénéfice ; les délais impartis pour l'exercer sont relativement courts. De plus l'enfant intéressé résidant dans la colonie se serait trouvé le plus souvent dans l'impossibilité matérielle d'intenter cette action faute de ressources suffisantes pour soutenir devant le tribunal compétent (celui du domicile du défendeur, en général revenu dans la métropole), une instance aussi longue que coûteuse. Ce n'était là que chimérique satisfaction donnée aux métis non reconnus, à la situation desquels un remède et non un illusoire palliatif devait être apporté.

1. Cf. Arrêté G. G., Madagascar, 13 février 1913.

II. — *Naturalisation.*

Une autre voie s'ouvrait à l'enfant pour sortir de sa condition d'indigène : c'est le moyen habituel offert à toute personne voulant acquérir les avantages normaux attachés à la qualité de citoyen d'un Etat : la naturalisation. Longtemps le législateur colonial ne fit d'ailleurs aucune différence d'appellation pour cette situation quant aux pays de protectorat d'une part, et quant aux colonies proprement dites d'autre part. Le mot « naturalisation » portant en lui-même l'idée de changement de nationalité était par conséquent impropre pour les colonies qui sont sol français et dont les originaires ont déjà la nationalité française.

Le décret du 26 mai 1913 détermina les conditions dans lesquelles les indigènes de l'Indochine peuvent obtenir la qualité de Français et abandonna heureusement cette terminologie inexacte : il distingua nettement la naturalisation applicable aux indigènes « protégés » français et « l'admission à la jouissance des droits du citoyen français » dont peuvent bénéficier les indigènes « sujets ».

Sous des vocables différents il n'y a toutefois qu'une seule institution juridique soumise à une seule fin et à des conditions communes.

En ce qui concerne l'Indochine, un décret du 25 mai 1881 avait réglementé au profit des indigènes de la Cochinchine les conditions d'admission à la qualité de citoyen français; un décret du 29 juillet 1887, vint fixer les règles de la naturalisation pour les aborigènes de l'Annam et du Tonkin. Afin d'unifier et de généraliser cette réglementation, le décret fondamental du 26 mai 1913¹ fut promulgué.

1. Dar., 1913.I.663.

L'obtention de la qualité de citoyen est soumise à un certain nombre de conditions : à savoir : 1^o Etre âgé de 21 ans accomplis; 2^o Justifier que l'on sait écrire et parler la langue française; 3^o Se trouver dans une des situations suivantes : a) avoir pendant 10 ans avec mérite et dévouement servi la France soit dans ses armées de terre et de mer, soit dans les fonctions ou emplois civils rétribués sur les fonds de l'Etat français; b) Avoir, pendant le même temps en Indochine, en France, dans une autre colonie ou protectorat français rendu, dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture des services aux intérêts de la France; c) Etre décoré de la Légion d'honneur ou avoir rendu à la France des services exceptionnels; dans ce cas dispense est faite de justifier de la connaissance de la langue française; d) Avoir obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire ou un brevet de l'enseignement primaire supérieur ou professionnel et avoir rendu pendant cinq ans des services importants aux intérêts de la France; e) Avoir obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou d'une grande école française; f) Ayant été patronné, recueilli ou élevé pendant les cinq années qui précèdent la majorité par une famille française ou une Société de protection française reconnue d'utilité publique, avoir obtenu un brevet de l'enseignement primaire supérieur ou professionnel ou un diplôme de l'enseignement secondaire; g) Avoir épousé dans les formes prévues par le C. civ. une Française en cas d'existence d'enfant issu de ce mariage; h) En vertu de l'art. 1^{er} du décret du 4 septembre 1919 avoir fait campagne hors de l'Indochine, dans la zone des armées pendant deux ans au moins ou sans condition de temps avoir été fait officier ou sous-officier au front ou avoir reçu soit la médaille militaire, soit la croix de guerre.

Certaines facilités furent apportées par la suite à la naturalisation des indigènes voulant entrer dans l'armée.

Quant à Madagascar et l'A. O. F., colonies dont la législation est souvent semblable, les conditions d'admission à la qualité de citoyen français sont réglées par les décrets du 3 mars 1909¹ et du 25 mai 1912².

Les indigènes de Madagascar doivent être âgés de 21 ans accomplis et justifier de la connaissance de la langue française à moins d'être décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire; la preuve de la dignité et des mérites du requérant se fera de toute manière; l'autorité administrative jugera de leur valeur.

En A. O. F. l'indigène doit avoir 21 ans accomplis, savoir lire et écrire le français (à moins d'être décoré de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire, ou d'avoir rendu des services à la France ou à la colonie), justifier de moyens d'existence certains et de bonne vie et mœurs, avoir fait preuve de dévouement aux intérêts français ou avoir occupé avec mérite, pendant 10 ans au moins, un emploi dans une entreprise publique ou privée.

A côté de ce régime de droit commun, fut institué par le décret du 14 janvier 1918, un régime exceptionnel pour récompenser ceux qui avaient répondu généreusement à l'appel de la France; les conditions plus libérales sont : avoir servi pendant la durée de la guerre et obtenu à la fois la médaille militaire et la croix de guerre; avoir bonne vie et mœurs; n'avoir jamais participé à des menées contre la domination française; n'avoir encouru aucune condamnation emportant aux termes de la loi française, privation

1. *J. O.*, 10 mars 1909.

2. *J. O.*, 1 juin 1912.

partielle ou totale des droits civils et politiques, ni aucune peine afflictive prononcée par les juridictions indigènes.

La preuve de la satisfaction à toutes ces conditions est toujours établie au moyen d'une enquête administrative qui donne lieu à la formation d'un dossier; celui-ci est envoyé au Gouverneur général après avis des différents conseils; le ministre des Colonies est ensuite saisi de la demande qui, sur sa proposition et celle du ministre de la Justice est soumise au président de la République.

De l'ensemble de ces développements relatifs aux conditions aussi bien qu'à la procédure, il ressort clairement que le moyen donné aux métis reconnus uniquement par leur auteur indigène de sortir du statut inférieur n'est qu'un palliatif aussi précaire et insuffisant que la recherche de la paternité naturelle.

D'une part la naturalisation dépend de l'arbitraire de l'administration qui peut souverainement l'accorder ou la refuser à son gré en déclarant que les éléments de l'enquête établissent ou non la dignité de l'impétrant. Ce n'est donc pas un droit à exercer mais une faveur à solliciter, faveur qui n'est d'ailleurs accordée que parcimonieusement. Pour se convaincre de l'exactitude de cette affirmation, il suffit de se reporter à la réponse du ministre des Colonies à une question écrite de M. le député Antériou, réponse dont il appert que pour la période écoulée de 1914 à 1922, soit pendant huit années, en Indochine, 70 naturalisations seulement ont été accordées pour l'ensemble des cinq pays composant l'Union. Ce nombre dérisoire suffit à condamner la naturalisation en tant que remède à la situation défavorable des métis reconnus par l'auteur indigène seul.

Il est d'autre part, une raison aussi déterminante que la précédente pour douter de l'efficacité de cette faveur

administrative. On ne peut, en effet, obtenir le bénéfice de la naturalisation qu'à la condition d'être âgé de 21 ans accomplis; il est, certes, toujours utile d'augmenter, en quelque temps que ce soit, sa propre capacité; il n'est cependant pas moins certain que c'est bien avant l'âge de la majorité que se précise la mentalité de l'enfant, que l'orientation de ses études et le choix d'une carrière doivent être faites; il importe donc de lui reconnaître le plus tôt possible la qualité de citoyen français qui lui procurera les avantages auxquels il avait indubitablement droit.

La recherche de la paternité et la naturalisation n'étaient, somme toute que deux palliatifs bien stériles pour enrayer un mal dont la virulence augmentait chaque jour; l'indispensable intervention du législateur était dès lors commandée par la plus élémentaire justice.

III. — Reconnaissance de la qualité de citoyen

La question des métis fit l'objet d'une étude particulière au quatrième congrès de la Mutualité Coloniale et des Pays de Protectorat réuni à Tunis en 1923. Un vœu fut émis avec l'espoir d'un accueil favorable de la part des autorités compétentes : « Considérant qu'il existe dans nos colonies de nombreux enfants nés de père français et de mère indigène dont la filiation paternelle n'est pas régulièrement établie; Considérant que, soit pour des motifs d'équité et dans l'intérêt particulier de ces enfants, soit pour des considérations d'ordre politique et dans un intérêt général, il importe que ceux-ci, en raison du sang français qui coule dans leurs veines jouissent de la qualité de citoyen français; Considérant que certains tribunaux de l'Indochine par des décisions récentes ont attribué cette qualité à des

enfants nés de père français non désigné et de mère inconnue, émet le vœu que cette jurisprudence nouvelle s'affirme en Indochine et soit adoptée par les tribunaux dans l'ensemble de nos colonies. »

Ce vœu fut repris en termes à peu près identiques par l'Institut colonial Français sur la proposition de son comité d'Etudes de l'Indigénat (novembre-décembre 1926), et aboutit aux décrets du 4 novembre 1928 pour l'Indochine, du 5 septembre 1930 pour l'A. O. F. du 21 juillet 1931 pour Madagascar, décrets qui réglementèrent plus spécialement la question des enfants nés de parents inconnus.

D'ores et déjà il est utile d'indiquer la solution donnée en ce qui concerne les enfants reconnus par leur mère ou par leur père indigènes seulement : « Tout individu né sur le territoire de l'Indochine de parents dont l'un, demeuré légalement inconnu, est *présumé* de race française¹, pourra obtenir, conformément aux dispositions du présent décret, la reconnaissance de la qualité de Français² ».

Avec quelques différences sur lesquelles nous reviendrons plus loin, c'est dans le même sens que sont rédigés les décrets de l'A. O. F. et de Madagascar. En définitive, à l'heure actuelle, le problème de la condition des enfants naturels reconnus seulement par un auteur indigène se trouve heureusement résolu : En apportant la preuve de leur métissage et ce à quelque époque qu'intervienne leur action, ces enfants établissent leur droit au statut de citoyen. Ils voient ainsi leur capacité première définitivement accrue par une équitable accessibilité au rang social si ardemment convoité.

1. Il faut entendre également « ou de souche européenne ».

2. Dar, 1929.1.223.

§ IV. — Enfants nés de parents inconnus.

Les enfants métis soit légitimes, soit naturels reconnus par un ou deux de leurs auteurs, enfants pour lesquels les modes d'accession à la citoyenneté viennent d'être étudiés, étaient certes dignes de la sollicitude du législateur. Mais la condition des métis nés de parents inconnus posait un problème combien plus poignant où tous les sentiments d'humanité et toute l'âme de la civilisation européenne devaient inéluctablement manifester leur générosité. Alors que les premiers ont un soutien, parfois même une famille, ils n'ont eux aucun appui, aucune protection dans la vie. Pour la France le législateur n'a pas voulu qu'une situation aussi pénible soit le destin des enfants nés de parents inconnus : l'art. 8, 2^o du C. civ. déclarait français « tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ». Il eut été, en effet, profondément cruel de laisser sans patrie l'enfant né déjà sans parenté; il n'aurait eu dans l'existence personne qui s'intéressa à son sort, pas même un Etat. Aussi, bien que fermement attaché au « *jus sanguinis* », le législateur ne pouvait cependant en la matière rejeter la solution équitable donnée par le « *jus soli* »; il s'imposait de faire des Français de ceux qui sans auteurs légalement connus avaient vu le jour sur la terre française.

Le décret du 7 février 1897¹ détermina les conditions auxquelles les dispositions de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité seraient applicables aux colonies et reproduisit en termes identiques l'art. 8, 2^o du C. civ. Les enfants nés de parents inconnus aux colonies étaient donc français.

1. J. O, 10 février 1897.

Il n'était cependant pas possible d'accorder la citoyenneté aux produits d'indigènes ou de certains peuples asiatiques dont la race diffère si profondément de la nôtre; c'eût été en effet un véritable danger pour notre propre civilisation de faire de ces individus qui n'ont rien de commun avec nous, nos égaux, de leur accorder les mêmes droits, de les soumettre aux mêmes devoirs que ceux dont jouissent et auxquels sont assujettis les citoyens français. Aussi l'art. 17 du décret de 1897 déclarait-il : « rien n'est changé à la condition des indigènes dans les colonies françaises. » Les autochtones donc ne pouvaient se prévaloir des dispositions dudit décret.

Que décider pour les métis, pour les sang-mêlé, fruits de deux races différentes? Devait-on les assimiler aux indigènes ou convenait-il au contraire de les considérer comme appartenant à la race dominatrice? Tel était le problème délicat qui se posait et qui ne devait recevoir une solution définitive que trop longtemps après le début de la colonisation. Des développements antérieurement faits, il résulte suffisamment, pensons-nous, que les métis ne sauraient, à juste titre, être traités comme des indigènes. L'art. 17 du décret de 1897 ne pouvait donc pas leur être applicable; l'art. 8, 2^o devait avoir pour eux sa pleine autorité.

Les décrets du 5 novembre 1928 et du 4 décembre 1930 qui fixèrent « sauf en ce qui concerne les indigènes, les conditions de jouissance des droits civils, d'acquisition, de perte et de recouvrement de la qualité de Français dans les colonies » reproduisirent en termes à peu près identiques les dispositions du décret de 1897 quant aux enfants nés de parents inconnus.

Par contre, l'art. 26 du décret de 1928 et l'art. 21 de celui de 1930 prévoient spécialement en termes similaires la

situation des métis et décident que « les dispositions du présent décret... sont applicables aux métis qui ont régulièrement obtenu la reconnaissance de la qualité de Français ». Ces articles permettent donc aux enfants métis nés de parents inconnus d'accéder sous certaines conditions que nous étudierons plus loin, à la citoyenneté.

A. — Détermination du métissage

Mais alors se pose le problème embarrassant de la détermination, du décèlement du métissage chez les individus.

Une observation préliminaire s'impose : un enfant est déclaré « né légalement de parents inconnus », alors qu'en fait ceux-ci ne sont pas ignorés : il suffit, qu'aucune reconnaissance ne soit intervenue, qu'aucun lien juridique n'attache l'enfant à ses auteurs pour que la loi les méconnaisse. La solution est identique même au cas où l'acte de naissance porte le nom d'un ascendant; cette simple mention n'établit pas en effet une filiation à défaut de volonté manifestée par l'auteur ou d'une décision de justice; cette désignation purement matérielle ne peut être considérée que comme indication mais ne saurait suffire pour faire déclarer l'enfant né d'un père ou d'une mère connus. La doctrine et la jurisprudence se sont presque unanimement prononcées en ce sens (Cf. Pillet et Niboyet : *Manuel de Droit international privé*, 1924, p. 81 et suiv.; C. d'appel de Pondichéry 28 mai 1901, Pen. 1901.1.317; C. d'appel de Saïgon, 17 mars 1927, Pen. 1927,1.260). Dans l'hypothèse où les parents sont connus en fait il sera relativement aisé de constater le métissage de l'enfant; une enquête permettra d'établir, en recueillant tous renseignements utiles y compris l'aveu possible des auteurs, le caractère de sang-mêlé qui s'attache au descendant.

Beaucoup plus réelle est la difficulté dans le cas où les parents sont, non seulement en droit mais également en fait, totalement inconnus. L'on est alors en présence d'un individu ignorant tout de ses ascendants, dont la recherche ne peut être utilement entreprise.

Plusieurs systèmes doctrinaux ont été proposés pour déceler le métissage en l'absence d'indication fournie par la connaissance des auteurs mêmes :

a) Partant du fait que la majorité des habitants de la colonie sont autochtones, certains auteurs ont conclu par présomption que les enfants nés de parents inconnus doivent être considérés comme indigènes; c'est résoudre négativement le problème; cette généralisation simpliste ne peut même pas être admise car elle mène à des résultats profondément choquants; il se peut fort bien, en effet, que l'enfant né de parents inconnus soit de pure race blanche comme fruit de deux auteurs français ou assimilés. Ne serait-ce pas alors une sinistre facétie que de le déclarer indigène? C'est aller de plus à l'encontre du décret de 1897 qui, excluant de son champ d'application les autochtones, a nécessairement entendu viser *a contrario* les enfants non indigènes. Pourrait-on, renversant la présomption, déclarer, comme en France, citoyen tout enfant né aux colonies de parents inconnus? Cette solution serait aussi injustifiée et aussi ridicule que la précédente.

Ce système qui, pour résoudre la difficulté, tend à l'éviter, à ne point la connaître, ne saurait être retenu.

b) Une autre conception fut alors proposée. Elle consiste à établir d'abord la filiation de l'enfant soit au regard de ses deux auteurs, soit tout au moins au regard de l'un d'eux de façon à pouvoir ensuite déterminer légalement la nationalité de l'enfant et partant sa condition.

Ce système nous paraît inadmissible : la recherche de la paternité n'est admise, en effet, que dans certains cas limitativement prévus et nous avons indiqué, déjà, les difficultés auxquelles se heurterait l'enfant qui voudrait intenter cette action. Quant à la recherche de la maternité, non moins grands seraient les obstacles ; si même un résultat pouvait être acquis, encore faudrait-il que ces recherches ne fussent pas interdites par les articles 335 et 342 du C. civ. En fait, cette solution se heurterait à une impossibilité matérielle au cas, le plus fréquent, d'ailleurs où toute trace des auteurs est entièrement inconnue.

Au surplus, ce système engendre une difficulté insoluble : deux lois applicables sont en présence : la loi française et les coutumes indigènes ; laquelle doit être retenue ? Devant quels tribunaux faudra-t-il porter l'action ? Résoudre cette question serait déclarer l'enfant citoyen ou indigène et par conséquent supposer le problème résolu. C'est un cercle vicieux dont on ne peut sortir. Cette constatation suffit à elle seule pour condamner la solution proposée.

c) Devant ces inextricables difficultés, M. H. Sambuc imagina un critérium qui permet de résoudre élégamment le problème, critérium qui sera d'ailleurs adopté par la doctrine et par la majorité de la jurisprudence coloniale. Ce qu'il importe avant tout de déterminer, ce que le tribunal saisi (et en l'occurrence ce ne peut être que le tribunal français) se trouve dans la nécessité de rechercher et de décider en quelque sorte préjudiciellement, c'est la *race* de l'enfant.

« Il nous paraît impossible, écrit M. Sambuc, de résoudre autrement le problème dont nous cherchons la solution ; c'est la race, en la circonstance, qu'il faut considérer pour savoir si l'enfant est indigène ou non... Mais, nous dira-t-on,

comment un tribunal pourra-t-il déterminer la race d'un enfant supposé né de parents inconnus et en droit et en fait ? Nous répondrons qu'à défaut de toute autre source de renseignements le tribunal devra se déterminer d'après *l'aspect physique* de l'enfant, aspect qui en général ne trompe pas, et en confiant au besoin à une expertise médico-légale le soin de préciser les caractères ethniques du sujet¹ ».

Il est intéressant de noter en passant l'opinion du docteur Silva Telles, professeur à l'Université et à l'Ecole de médecine tropicale de Lisbonne, membre portugais de l'Institut Colonial International, sur certains indices permettant de déceler le métissage : « Les caractères ethniques chinois, écrit ce savant, sont plus profondément accentués parmi le type croisé. Ce sont notamment les yeux qui révèlent, ce croisement. La couleur du groupement mongol s'atténue par le métissage avec la souche portugaise; un autre caractère qui montre la provenance de l'enfant indigène, c'est la saillance des malaires; en l'Inde, c'est la peau qui indique le degré du croisement; la forme du crâne, son indice horizontal, la leptorrhinie et l'orthognatisme, lorsque la femme indienne n'appartient pas au type négroïde, correspondent aux caractères européens à Macao... le croisement se manifeste par la couleur mate de la peau et notamment par les caractères des yeux¹ ».

« Indépendamment, d'ailleurs, de l'aspect physique, qui constituera toujours un indice important » poursuit M. Sambuc, il sera possible de recueillir des renseignements de fait touchant l'identité ou la nationalité des parents, renseignements qui éclaireront le tribunal saisi ».

1. Cf. H. Sambuc, « De la condition légale des enfants nés en Indochine de père français et de mère indigène ou de parents inconnus », *Dar.*, 1914-2-6.

1. C. *Institut colonial internat.*, session de Bruxelles, 1923, p. 127 et suiv. Cf. Eugène Pittard, *Les races et l'histoire*, 1924.

En résumé, pour déterminer la race de l'enfant né de parents inconnus, les juridictions devront s'entourer, dans chaque cas particulier, de toutes les indications qu'elles pourront recueillir; l'enfant ou ses représentants légaux devront être admis à établir sa race par tous les moyens : preuve par écrit, preuve par témoins ou par simple présomption, notamment par l'apparence physique de l'intéressé.

D'après le critérium proposé, trois espèces pourront donc se présenter :

1^o *La juridiction saisie décide que l'enfant est de race indigène* : dans ce cas il sera réputé autochtone; il se trouvera soumis à l'application de l'art. 17 du décret de 1897 (présentement : art. 26 du décret de 1928 et art. 21 du décret de 1930) et ne saurait être admis au bénéfice accordé aux enfants nés de parents inconnus.

Notons qu'il en serait de même en Indochine au cas où l'intéressé serait déclaré issu d'indigènes et d'individus de race asiatique assimilée. (Chinois, Minh-Huongs, Siamois, Moïs, Cham, Stieng, Malais de Chaudoc : arrêté du 23 août 1871).

2^o *La juridiction saisie décide que l'enfant est de race française* : en ce cas, et même dans celui où le tribunal aurait déclaré l'enfant de race européenne « celui-ci devra bénéficier de la qualité de citoyen car l'arrêté du 23 août 1871, après avoir énuméré les individus de race asiatique, qui sont soumis à la loi annamite, ajoute : « tous les autres, à quelque race qu'ils appartiennent sont soumis à la loi française ». Semblable réglementation existe dans les différentes colonies.

3^o *La juridiction saisie décide que l'enfant est de race franco-indigène*. — M. Sambuc déclare : « l'enfant dont la race mixte a été judiciairement établie peut-il être appelé

« indigène », indigène tout court ? Non évidemment, puisque s'il l'est par l'un de ses auteurs, par l'autre il ne l'est pas ». Interprétant l'expression « indigène » *stricto sensu* il convient de déclarer l'enfant citoyen français ; cette solution ne présente d'ailleurs rien de choquant ; n'est-il pas normal en effet que lorsqu'un individu « réunit en lui une double race et une double qualité ce soient la race et la qualité supérieures — ou si l'on préfère la race et la qualité qui lui sont les plus avantageuses — qui l'emportent et déterminent sa condition ? »

En un mot le problème se ramène à la détermination de la race de l'individu ; s'il appert que l'enfant né de parents inconnus est un « sang-mêlé » dont l'un des auteurs est de souche étrangère aux indigènes et aux peuples qui leur sont assimilés, il doit être déclaré citoyen français puisqu'on ne saurait l'exclure de l'application des décrets sur la nationalité.

Cette solution ne peut porter à critique dans les colonies proprement dites où les naturels possèdent de toute façon déjà la nationalité française. Par contre, une objection assez sérieuse *a priori* a été faite en ce qui concerne les pays de protectorat¹. Ceux-ci ne sont pas, en effet, terre française ; l'autorité d'un souverain, qui n'a abdicqué que certains éléments de son pouvoir, y est toujours efficiente ; comment alors déclarer citoyen français *jure soli* des enfants nés sur un territoire qui n'est pas national alors que les lois du pays protégé les réclament peut-être ? Une telle décision peut sembler fantaisiste. Elle ne l'est cependant pas ; le *jus soli* n'est point son unique fondement ; on déclare, certes, comme pour la métropole « citoyens

1. Cf. Pen, 1926..1215 (note) et 1927.1.206 (note).

français » les métis nés de parents inconnus dans les colonies ; une condition supplémentaire est toutefois exigée : la qualité de non indigène. Un élément de sang intervient donc aussi ; le *jus sanguinis* largement entendu est indispensablement pris en considération. D'autre part, s'il est indéniable que la souveraineté interne de l'état protégé subsiste, elle est cependant fort diminuée en raison même de la tutelle ou de la curatelle qui lui est imposée ; il appartient, dès lors, au pays protecteur de décider, d'accord avec l'autorité indigène, que tels individus tomberont sous son obédience. Si les coutumes cambodgiennes déclarent cambodgiens les enfants nés de parents inconnus sur son territoire, c'est dans le but d'éviter l'heimatlosat ; or puisque la loi française réclame certains de ces enfants, pourquoi les lui refuser du moment qu'une nationalité déterminée leur est assurée ? Le décret de 1897 qui rendit applicable dans nos possessions d'outre-mer l'art. 8 du C. civ. ne visait, certes, dans son intitulé que les « colonies ». Certains en ont conclu que ses stipulations ne pouvaient convenir aux Protectorats de l'Union indochinoise. Mais un décret du 6 mars 1914¹ intervint et étendit à l'Annam, au Tonkin, au Cambodge et à Quang-Tchéou-Wann les dispositions du décret de 1897. A l'heure actuelle, aucune discussion n'est possible puisque le décret du 4 décembre 1930 sur la nationalité s'applique, comme l'indique son intitulé, à « l'Indochine » y compris par conséquent les pays de protectorat.

1. Cf. *J. O.*, 15 mars 1914.

B) *Attitude de la Jurisprudence à l'égard des métis nés de parents inconnus.*

Nous venons de voir ce que la doctrine avait élaboré pour apporter une solution équitable autant que juridique au problème extrêmement humain de la condition des métis nés de parents inconnus. Malgré l'autorité des défenseurs des thèses étudiées, la question serait demeurée uniquement du domaine de la pure dialectique si des solutions positives n'étaient intervenues. Mais les tribunaux durent exprimer fréquemment leur opinion pour résoudre les différentes espèces qui leur furent soumises. Leur jurisprudence se montra timide, hésitante, contradictoire même, elle sembla marquer, cependant, une légère préférence en faveur de la reconnaissance de la qualité de citoyen aux métis nés d'auteurs inconnus.

La première décision en la matière fut, à notre connaissance, un arrêt de la Cour d'appel de l'Indochine en date du 28 mai 1903¹ nettement contraire aux aspirations des sang-mêlé. Il s'agissait en l'espèce d'un sieur Jean-Joseph dit Larsalle qui, ne possédant pas d'acte de naissance et n'ayant été reconnu ni par son père français, ni par sa mère indigène, adressa une requête au Procureur de la République pour obtenir un jugement supplétif de son état civil et déclaratif de sa qualité de citoyen français puisque né de parents inconnus.

Le Procureur de la République saisit de cette requête la chambre indigène du tribunal de Saïgon; celle-ci estima, après enquête, que Larsalle, n'ayant de filiation établie à l'égard d'aucun de ses auteurs, devait être déclaré

1. Cf. Dar., 1904.3.41; Pen., 1903.1.312.

citoyen français conformément à l'art. premier du décret du 7 février 1897 et que, par conséquent, seul le tribunal statuant en matière française était compétent.

Sur appel du ministère public, la Cour de Saïgon infirma ce jugement :

« Attendu, dit l'arrêt, que le décret du 7 février 1897 promulgué en Indochine par arrêté du 13 avril de la même année... ne s'applique qu'aux individus autres que les asiatiques indiqués à l'arrêté du 23 août 1871...

« Attendu, en effet, que l'art. 17 du titre 3 (dispositions générales) du décret du 17 février 1897 dispose formellement qu'il n'est rien changé à la condition des indigènes dans les colonies françaises;

« Attendu que J.-J. Larsalle se prétend né d'un père français mais qu'aucun acte de reconnaissance n'est intervenu, qu'il ne peut donc suivre la condition de son père légalement inconnu;

« Attendu qu'il reconnaît lui-même et qu'il est établi que sa mère est annamite;

« Or attendu que le lien légal qui en droit annamite attache l'enfant à la mère n'est autre que le lien naturel lui-même, que la recherche de la maternité est absolument autorisée par l'art. 332 du Code annamite (traduction Philastre)...

« Attendu qu'il ne peut dépendre de la volonté d'une femme indigène, en se soustrayant aux obligations que lui impose la loi annamite, en ne reconnaissant pas son enfant, de lui faire attribuer la nationalité française¹; qu'il ne peut dépendre davantage de la volonté d'un

1. Lire la qualité de citoyen français.

indigène, en ne recherchant pas sa mère, de revendiquer la nationalité française en se disant né de parents inconnus..... »

Ces motifs nous paraissent sujets à discussion; ils assimilent d'abord, purement et simplement, les métis aux indigènes; de plus, si Larsalle reconnaissait être né de mère annamite, il affirmait également être issu de père citoyen français; pourquoi donner une importance exclusive à la première proposition et négliger totalement la seconde ? Or, si la recherche de la maternité existe, elle n'appartient qu'à l'intéressé, les juges ne sauraient se substituer à lui pour agir en ses lieu et place¹.

Cet arrêt influença quelques décisions qui suivirent son esprit, notamment deux jugements du Tribunal civil de Nouméa, l'un en date du 23 janvier 1920² déclarant que le demandeur n'apporte pas de témoignages suffisants pour établir qu'il est de père et mère inconnus et l'autre en date du 11 juillet 1921³ assimilant également les métis aux indigènes.

Une réaction contre cette jurisprudence se fit jour dans des circonstances particulièrement favorables aux demandeurs qui sollicitaient la qualité de citoyen français pour avoir le droit de « payer l'impôt du sang à la Patrie ». Le Tribunal de Saint-Louis, comprenant très largement, trop largement même la disposition de l'art. 8 § 2 du Code civil, reconnut par un jugement du 5 août 1913⁴ cette qualité aux intéressés comme nés sur un sol français de parents inconnus, sans se soucier de savoir si l'un des

1. En ce sens, Cass., 4 février 1851, S. 1851.1.225; Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil*, t. II, n° 871.

2. Cf. Dar., 1920.3.116.

3. Cf. Dar., 1921.3.238.

4. Cf. Dar., 1914.3.44.

auteurs n'était pas indigène. Semblable solution ne saurait juridiquement être admise.

Plus importante, car moins circonstancielle, est la décision de la Justice de Paix à compétence étendue de Pnom-Penh en date du 20 octobre 1921¹ : La Société de protection de l'enfance du Cambodge, ayant parmi ses pupilles des enfants nés de père français et de mère indigène, mais dépourvus d'acte de naissance, présenta requête à la Justice de paix de Pnom-Penh afin de leur procurer par voie de jugement supplétif un état civil établissant leur qualité de citoyen français. A l'appui de sa prétention la Société demandait à prouver non pas l'identité du père de chacun des enfants intéressés, mais la nationalité française de celui-là ou plus exactement sa race européenne doublée de sa qualité de citoyen.

Le tribunal dans un attendu laconique, mais riche de conséquences, décida que les intéressés « nés de père français *non désigné* et de mère inconnue », ayant reçu une éducation et une instruction françaises, devaient être considérés comme citoyens français. « Cette solution équitable, écrit M. Sambuc², est également juridique : le juge de paix de Pnom-Penh a évité avec soin de déterminer en son jugement l'identité du père des intéressés de telle sorte que ce jugement ne saurait être considéré comme ayant établi une filiation paternelle en dehors des conditions exigées par la loi. Le tribunal s'est attaché à *déterminer seulement la nationalité française* du père de chacun des enfants *et les faits de possession d'état de français*, invoqués par la Société de protection ; et de ces deux ordres

1. Cf. Dar. 1922.3.118.

2. Dar., 1923.2.3.

de faits concordants il a tiré par l'application tacite du numéro 2 de l'article 8 du Code civil telles conséquences que de droit touchant le statut des intéressés. Semblable déduction paraît à l'abri de toute critique : étant donné que les enfants dont s'agit démontraient qu'ils étaient français par leur père, ils ne pouvaient plus être considérés comme « indigènes » et ne tombaient plus sous l'application de l'art. 17 du décret du 7 février 1897, ayant promulgué en Indochine l'art. 8, § 2, du Code civil ». Ce jugement rendu à la demande d'une Société de protection de l'enfance marque le début du mouvement jurisprudentiel favorable aux métis.

Une intéressante décision du Tribunal de première instance de Nouméa, en date du 28 mars 1923¹ suivit la jurisprudence de Pnom-Penh : Elle écarte la preuve de la filiation naturelle par la simple possession d'état et constate que le demandeur revendique surtout la qualité de citoyen français qui, elle, peut être établie par la possession d'état (Houques-Fourcade, *Traité de Droit civil* « Des personnes », t. I^{er}, p. 492). Ce jugement examine ensuite si les textes qui régissent la citoyenneté permettent de l'attribuer à l'intéressé. N'osant se déclarer d'une manière absolue sur la question, les juges de Nouméa préférèrent adopter « une solution moyenne qui fait de chaque cas un cas d'espèce » ; et considérant, conformément à une consultation du Procureur général Villamur donnée à M. le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, les éléments favorables de moralité, de culture et d'éducation du demandeur, ils en déduisirent sa dignité et partant son droit à la qualité de citoyen français. C'est plutôt là une

1. Cf. Pen., 1923.1.269.

considération d'ordre politique et social qui ne paraît guère à sa place dans un jugement mais qui reflète bien cependant la tendance quelque peu timide mais réelle de la jurisprudence d'alors à octroyer la citoyenneté aux enfants métis nés de parents inconnus.

Toutefois, un jugement du Tribunal civil de Pnom-Penh du 23 avril 1924¹ et un jugement du Tribunal résidentiel de Tuyên-Quang (Tonkin), du 15 mai 1926, manifestèrent un retour aux idées anciennes.

Une décision plus précise, plus décisive, plus catégorique que les jugements de Saint-Louis, Pnom-Penh et Nouméa, s'imposait donc et devait trancher cette question qui n'avait jusqu'alors pas été franchement abordée. Ce rôle incombait à la Cour d'appel d'Hanoï : elle avait à connaître, au second degré, l'affaire pour laquelle le tribunal résidentiel de Tuyên-Quang avait rendu une décision défavorable à l'enfant. Il s'agissait, en l'espèce, d'un nommé Victor Barbiaux, né d'une mère indigène et d'un père citoyen français qui l'avait reconnu mais dont la reconnaissance avait été annulée à la requête du Ministère public comme mensongère et frauduleuse. Le demandeur n'avait donc, en réalité, aucun lien de droit avec ses auteurs et agissait aux fins de se faire attribuer la qualité de citoyen français en tant que métis né de parents inconnus. Débouté en première instance il devait voir ses prétentions favorablement sanctionnées par l'arrêt de la Cour d'Hanoï du 12 novembre 1926². « Attendu, dit l'arrêt, qu'en excluant de son champ d'application les enfants indigènes le décret de 1897 a nécessairement entendu s'appliquer *a contrario* aux enfants non indigènes...

¹ Cf. Dar., 1926.1.250.

² Dar., 1927.3.83; Pen., 1927.1.204 et Sirey 1927.2.129, note M. Solus.

« Attendu que pour savoir si ledit décret est ou non applicable, il importe de déterminer si l'enfant né de parents inconnus est indigène ou non indigène, détermination qui ne peut être établie qu'en *recherchant la race* de l'enfant; que la preuve de la race peut être faite par *tous modes de preuve*, preuve par témoins, preuve par simples présomptions, notamment *par l'aspect physique* de l'enfant et au besoin en ayant recours à une expertise *medico-légale* destinée à préciser les caractères ethniques du sujet; que la possession d'état prévue par l'art. 321 C. civ. à propos de la filiation légitime pouvant s'appliquer à toute espèce d'état *peut* également être admise pour établir la race dudit enfant... » Cet arrêt est, somme toute, la consécration jurisprudentielle de la théorie de M. Sambuc.

Dans sa très importante note au recueil Sirey¹, M. le professeur Solus approuve pleinement cette décision « qui se justifie en droit et en équité ». La Cour n'établit pas, en effet, la filiation de l'enfant auquel cas les seuls modes de preuve prévus par la loi eussent été admissibles, mais bien plutôt le fait de savoir si l'enfant est ou non indigène; cette question peut être résolue par tous modes de preuve aussi bien indices physiques que possession d'état qui vient les corroborer; « à la certitude physique de la race s'ajoute alors la certitude morale et dès lors que l'enfant dont la race franco-indigène est révélée par les caractères ethniques porte un nom français, a vécu dans le milieu européen et est considéré par tous comme étant de descendance française, on comprend très bien que les juridictions coloniales tiennent pour établi que ce métis n'est pas un enfant indigène, mais bien un enfant français apte

1. Cf. Sirey, 1927,2,129.

à invoquer le bénéfice que l'art. 8, 2^o du C. civ. ouvre aux enfants nés aux colonies de parents inconnus ».

La jurisprudence semblait avoir enfin trouvé une stabilité indispensable et fixé pour l'avenir la véritable interprétation du décret de 1897. Il n'en fut cependant pas ainsi. Deux décisions contraires à l'arrêt de la Cour de l'Indochine furent, en effet, rendues : L'une par la Cour d'appel de Madagascar le 30 mai 1928¹, l'autre par le Tribunal de Tamatave, le 26 décembre de la même année².

Dans la première espèce, le Tribunal civil français de Tamatave, faisant droit à la demande de l'intéressé, avait déclaré celui-ci citoyen français comme étant né de parents inconnus, la preuve n'étant pas faite qu'il fut purement indigène. Sur appel du Procureur de la République, la Cour infirma ce jugement : « Attendu d'une part, dit l'arrêt, que le décret du 7 février 1897 spécifie en son art. 17 qu'il n'est rien changé à la condition des indigènes dans les colonies françaises ;

« Attendu, d'autre part, que le décret du 7 novembre 1916 relatif à la reconnaissance des enfants métis à Madagascar pose comme principe, en son art. 1, que l'enfant sujet français, comme né hors mariage d'une mère indigène malgache, a comme tel le statut indigène malgache ;

« Attendu que dans ces conditions le demandeur né d'une femme indigène est indigène comme sa mère et ne saurait être déclaré citoyen français parce que né de parents inconnus par application de l'art. 8, 2^o, de la loi du 26 juin 1889..., P. C. M. infirme... »

Voilà des attendus catégoriques qui font revivre les conceptions anciennes ; ils assimilent faussement les métis

1. Cf. Pen., 1928.1.242.

2. Cf., Pen. 1929.1.171.

aux indigènes et confondent l'établissement de la filiation et la reconnaissance de la qualité de citoyen. Il est certain qu'à Madagascar la situation du sang-mêlé, ne se présentait pas de la même manière qu'en Indochine. Non pas certes, comme le prétend l'arrêt, parce que le décret du 7 novembre 1916 déclarerait indigène l'enfant né hors mariage d'une autochtone, mais plutôt parce que le seul fait de l'accouchement en cette colonie suffit à établir, d'après les coutumes malgaches, la filiation de l'enfant vis-à-vis de la mère, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Cet enfant naturel appelé « Zaza Mamba reny » (enfant qui suit la mère) ne serait plus, en effet, dans ces conditions, né de parents inconnus puisqu'un lien juridique l'attache à l'un de ses auteurs; sa filiation maternelle serait du fait de sa naissance virtuellement établie. Cette raison et celle là seule aurait pu être retenue par la Cour de Madagascar. Eut-elle suffi? M. le professeur Lampué, dans sa note sous le jugement du Tribunal de Tamatave en date du 26 décembre 1928¹, se prononce très judicieusement pour la négative estimant qu'une telle solution ne serait vraie que dans la mesure où les coutumes malgaches seraient seules en cause, que, dans la mesure où le statut de citoyen ne viendrait pas réclamer l'enfant. De deux législations en présence : la loi française et les coutumes indigènes, sur un sol annexé, soumis à une seule autorité, c'est le droit émanant de celle-ci qui l'emporte en effet; or, ce droit en l'espèce réclame comme sien l'enfant métis né en nos colonies de parents inconnus et d'après ce même droit le simple accouchement ne suffit pas à établir un lien

1. Cf. Pen., 1929.1.171.

de filiation; les coutumes indigènes ne sauraient lui faire échec¹.

Cette velléité de résistance à la jurisprudence de la Cour de l'Indochine n'eut d'ailleurs pas à Madagascar même une entière autorité. Un jugement du Tribunal de Majunga du 11 décembre 1928², postérieur donc à l'arrêt de la Cour de Madagascar, se prononça nettement en faveur des métis : « Attendu, dit-il, que pour obtenir le bénéfice de l'art. 8 2^o, du C. civ. l'enfant né de parents inconnus doit être issu d'auteurs dont l'un au moins est français ou assimilé digne de ce nom, c'est-à-dire ayant l'aspect physique, l'éducation, la mentalité, la vie, en un mot le *sang* du français qu'il a transmis à son enfant; que pour découvrir cette origine toutes les preuves sont admises, preuves par écrit, par témoins, par simples présomptions, par la possession d'état de l'art. 321 du C. civ...

« Attendu qu'il résulte des constatations faites par le tribunal, de l'enquête à laquelle s'est livré M. le Procureur de la République, du certificat de M. le Dr Lordillar, indiquant les caractères ethniques du demandeur et de tous les renseignements produits aux débats que celui-ci est un métis européen-malgache; P. C. M. décide que Samat Gabriel est citoyen français ».

La décision du Tribunal de Majunga s'oppose donc catégoriquement aux idées émises par sa juridiction hiérarchiquement supérieure et constitue une nouvelle consécration jurisprudentielle du mouvement doctrinal en faveur des sang-mêlé.

Une sensible hésitation régnait donc dans la jurispru-

1. En ce sens, Tribunal de Tananarive, 22 février 1913; Pen., 1913.1.316.
2. Cf. Pen., 1929.1.243; Dar., 1930.3.113.

dence coloniale au sujet de la condition des métis nés de parents inconnus. Après un arrêt qui semblait décisif les solutions rendues devinrent contradictoires; de nombreuses et importantes questions demeuraient même irrésolues. Qui pourra, en effet, intenter l'action? Aucune difficulté ne se présente quand le métis est majeur; mais pendant sa minorité quelles personnes pourront agir à sa place? La Société de protection dont il est le pupille semble toute désignée pour se substituer à l'incapable; le ministère public devrait également être habilité à agir d'office. Il convenait aussi de prévoir pour l'enfant déclaré désormais citoyen français une personne physique ou morale qui serait chargée de veiller à ses intérêts, de lui tenir lieu de tuteur.

En l'absence de texte il était malaisé de résoudre ces difficultés. Aussi bien donc pour départager la jurisprudence, pour mettre un terme à ses funestes fluctuations, que pour apporter une réglementation adéquate au problème des métis nés de parents inconnus, il était indispensable que le législateur colonial intervint.

C. — *Dispositions législatives à l'égard des métis
nés de parents inconnus.*

I. *Indochine.* — Postérieurement à l'arrêt de la Cour d'appel d'Hanoï du 12 nov. 1926, le Gouverneur général de l'Indochine saisit le département des Colonies d'un projet de décret relatif aux métis franco-indochinois nés de parents inconnus. Ce projet tenant compte de l'ancien état de la jurisprudence locale, tendait non pas à reconnaître aux intéressés la qualité de citoyen français, mais à leur faciliter l'acquisition de cette qualité ou l'accession

à cette qualité, ce qui ne reflétait nullement la tendance de la jurisprudence d'alors.

Un contre projet fut élaboré par M. le doyen Girault qui le soumit au précieux avis de ses collègues de la Faculté de Poitiers, MM. Audinet, Savatier et Solus. Ce dernier professeur le remania en un sens « plus utile et plus précis ». Ainsi mis au point le projet fut présenté par le regretté doyen au Conseil supérieur des Colonies le 1^{er} décembre 1926¹. Le texte confirmait la jurisprudence récente et répondait aux besoins particuliers qu'il n'était pas au pouvoir des tribunaux de régler. Il convient d'indiquer l'analyse sommaire de ses dispositions qui serviront de modèle aux décrets ultérieurs².

L'art. 1^{er} pose le principe que « tout enfant né de parents légalement inconnus peut jouir de la qualité de citoyen français à la condition de justifier, 1^o qu'il est par son père ou sa mère non désignés de race française ou *assimilée*; 2^o qu'il bénéficie d'une possession d'état conforme ».

L'art. 2 permet d'apporter par tous les moyens la preuve de ces conditions;

L'art. 3, indique les principaux faits qui serviront à établir la possession d'état sans toutefois en donner une liste limitative.

Seules, les juridictions françaises connaîtront de ces actions (art. 4).

L'art. 5 énumère les personnes qui ont le droit d'agir : l'intéressé lui-même quand il est majeur; pendant sa minorité : soit une des Sociétés protectrices de l'enfance, soit le ministère public.

L'art. 6 prévoit la tutelle de l'enfant mineur et l'art. 7

1. V. *infra* en « Annexe » le texte du projet.

2. Cf. Dar., 1926.2.17.

permet au métis dont la filiation à l'égard de la mère indigène est déjà établie et dont le père seul est inconnu d'invoquer le bénéfice du présent décret.

Cet avant-projet semblait donner entière satisfaction aux intéressés tout en respectant les principes juridiques et les intérêts de la colonie. Le conseil d'Etat et la colonie, bien qu'adoptant dans l'ensemble la proposition de M. Girault, crurent devoir apporter plusieurs retouches à ce texte. Ces délibérations aboutirent au décret définitif du 4 novembre 1928¹.

L'art 1^{er} de ce décret, combinant les art. 1 et 7 de l'avant-projet, décide : « Tout individu né sur le territoire de l'Indochine de parents dont l'un, demeuré légalement inconnu est présumé de *race française*, pourra obtenir, conformément aux dispositions du présent décret, la reconnaissance de la qualité de français ». La correction portait sur l'expression « *race française ou assimilée* ». Le législateur n'accordait donc pas, semble-t-il, la citoyenneté aux métis nés d'un auteur inconnu de race étrangère assimilée juridiquement à la race française (belge, anglais, allemand, américain etc...); c'est là une solution contraire au droit, à la raison et à l'équité.

Le décret du 4 novembre 1928 reposait sur l'art. 8 du C. civ. rendu applicable en Indochine par les décrets de 1897 et de 1914 et trouve actuellement son fondement dans celui du 4 décembre 1930 sur la nationalité. Ces décrets excluent de leur application les indigènes; or, l'enfant né d'un père légalement inconnu présumé de race étrangère assimilée à la race française n'est pas indigène; il est de race mixte tout autant qu'un enfant né d'un père

1. Cf. Dar., 1929.1.223 et *infra* : « Annexe ».

inconnu présumé français. La circonstance de son métissage est en ce cas suffisante et « si cet enfant, écrit M. Sambuc¹, demande au tribunal de statuer sur sa condition juridique, il devra être déclaré non point indigène, mais français sinon par application du décret du 4 novembre 1928, du moins en vertu de l'art. 8 du C. civ. » La race étrangère assimilée à la race française doit, en effet, produire les mêmes résultats qu'engendre cette dernière; il serait pratiquement très difficile pour ne pas dire impossible de différencier les éléments ethniques qui serviraient de base à la décision du Tribunal. Comment déterminer la race française et la distinguer de la race belge, suisse ou même italienne? Car enfin la race française n'offre pas de signes distinctifs, de caractère propre suffisamment réels pour permettre de l'établir avec quelque certitude; le Français du Midi n'est-il pas aussi différent de celui du Nord et de l'Est que l'Italien l'est lui-même du Belge et de l'Allemand? « Nous formons, écrit M. Danzat², un amalgame de tous les peuples qui ont traversé l'Europe occidentale; ce sont les deux grandes races nordiques et méditerranéennes, les grands blonds rêveurs et guerriers, les petits bruns organisateurs et pacifiques qui peu à peu ont déversé leurs flots sur la terre de France. » Se fondant sur ces considérations d'aucuns ont conclu que ce n'est pas le facteur race qui doit dicter la solution du tribunal mais bien plutôt la possession d'état. L'avant-projet de décret exigeait pour l'obtention de la citoyenneté deux conditions indispensables : être de race française ou assimilée et bénéficier d'une possession d'état conforme. C'est là, à notre

1. Cf. Dar., 1929, 28.

2. Cf. Albert Danzat, « Le préjugé de la race » *Revue politique et parlementaire*, 1918, p. 82).

avis une erreur. Ce qu'il faut simplement établir pour bénéficier des dispositions contenues dans les divers décrets sur la nationalité, c'est la non indigénité. Or, ce fait doit pouvoir s'établir par tous moyens aussi bien expertise médico-légale que témoignages; ce qui importe, c'est d'éclairer le tribunal sur la qualité physique de l'intéressé, c'est de démontrer que celui-ci n'est pas le fruit de deux auteurs indigènes ou assimilés. Nous convenons que souvent les caractères particuliers ethniques n'étant pas suffisamment manifestes, il sera extrêmement difficile d'établir scientifiquement le métissage du sujet; d'autres modes de conviction doivent alors y suppléer : les preuves morales serviront à apporter la lumière qu'une expertise ne pouvait faire jaillir. *Si la possession d'état est utile, elle ne doit toutefois en aucun cas être considérée comme indispensable*; il ne faut pas exiger telle ou telle preuve mais demander simplement que le métissage soit décelé. C'est la seule critique que méritait, croyons-nous, l'avant-projet de M. le Doyen Girault.

Le décret du 4 novembre 1928, tout en écartant de son texte l'exigence formelle de la possession d'état, en fait cependant un élément dont on ne saurait se passer pour établir le métissage légalement sanctionné.

Demander, en effet, à l'intéressé de démontrer sa race française, ce n'est point lui permettre d'avoir recours uniquement à des preuves physiques, à des données de la science; celles-ci suffiraient à révéler le caractère non autochtone du sujet, à déceler même une origine européenne; elles ne sauraient cependant indiquer d'une manière précise et certaine la similitude des caractères ethniques de l'intéressé avec ceux de la race française somme toute inexistante. Exiger la preuve de celle-ci, c'est exiger

une possession d'état de Français ou des témoignages exprès permettant d'établir l'origine française d'un des auteurs. Seuls donc les individus élevés dans un milieu français où dont l'un des parents, connu en fait, est citoyen français, pourront bénéficier du décret de 1928. Tous les autres métis seront relégués parmi les indigènes. Telle ne devait pas être, en équité, la solution d'un problème si profondément humain; mieux eut valu alors laisser libre carrière à la jurisprudence qu'un texte formel n'aurait pas enchaînée, que d'apporter par cette restriction un demi-dénouement obligatoire à une question d'une importance aussi capitale.

Si théoriquement les termes employés par le décret de 1928 étaient susceptibles de créer des difficultés et de rendre obligatoire le recours à la possession d'état pour établir le métissage franco-indigène, la pratique simplifia heureusement le problème. Chaque fois, en effet, que le tribunal, saisi d'une demande de reconnaissance de la qualité de citoyen, ordonnait, avant de faire droit, une expertise médicale, l'expert ne s'attardait point à déterminer spécifiquement l'origine ethnique européenne de l'individu; sa préoccupation ne portait que sur la question primordiale du métissage. Reconnaisait-il au sujet les caractères propres aux sang-mêlé, il déclarait alors dans son rapport (simple certificat) le demandeur « métis franco-indigène », sans se soucier de la nationalité de l'auteur européen qu'il lui était d'ailleurs impossible de déterminer. La non indigénité, décelée par des moyens scientifiques ou souvent même par la seule conviction intime de l'expert, suffisait donc à placer l'intéressé dans les conditions requises par le décret. Ainsi se trouvait élégamment supprimé en fait le

vice que contenait le décret de 1928; il convenait toutefois d'y apporter un correctif juridique.

Le décret du 4 décembre 1930, qui rendit applicable à l'Union indochinoise la loi métropolitaine de 1927 sur la nationalité, sanctionna légalement ce que la pratique avait établi. Ce texte déclara français en son art. 2, § 5 : « Tout individu né en Indochine de *parents inconnus* ou dont la nationalité est inconnue, à moins qu'il ne soit présumé être né de *parents indigènes ou asiatiques assimilés* en vertu d'une décision de justice rendue à la requête du ministère public ou de toute autre personne intéressée, par le Tribunal de première instance dont dépend le lieu de sa naissance... La présomption que les parents sont indigènes ou assimilés peut être établie par *tous les moyens* et notamment en tenant compte des éléments d'appréciation ci-après : nom porté par l'enfant, éducation et culture reçue, situation dans la société. »

Dorénavant donc, ce n'est plus la race française de l'intéressé qu'il s'agira d'établir mais, conformément d'ailleurs à la jurisprudence de la Cour d'Hanoi, simplement le fait de la qualité de non indigène et ce par tous moyens. Seuls doivent être exclus des décrets sur la nationalité les autochtones et les descendants des races qui leur sont assimilées.

Le correctif indispensable apporté par le décret de 1930 ne s'applique toutefois qu'aux enfants métis dont les deux parents sont inconnus, il n'a malheureusement pas visé explicitement le cas d'un enfant reconnu déjà par un auteur indigène; dans cette hypothèse c'est le décret de 1928 qui donne la solution. Sur ce point une réforme donc paraît théoriquement nécessaire car enfin l'enfant reconnu par un autochtone n'en est pas moins métis s'il est établi

qu'il n'est pas purement indigène. Libre à lui de se faire déclarer citoyen français s'il trouve ce statut préférable à celui de son auteur connu. Il a le droit d'aspirer à s'élever à la hauteur du statut supérieur, même si l'ascendant qui le lui confère n'est qu'assimilé aux Français.

Les autres dispositions du décret du 4 novembre 1928 reproduisent celles de l'avant-projet présenté par M. Girault : l'action est intentée par l'intéressé lui-même s'il est majeur, par le Ministère public ou par une Société protectrice de l'enfance agréée par l'Administration s'il est mineur (art. 4). Le jugement tiendra lieu d'acte de naissance et sera transcrit sur les registres de l'état civil français (art. 5); un tuteur sera désigné au métis, tuteur dont les biens ne seront pas frappés de l'hypothèque légale (art. 6) et dont les fonctions survivront à la reconnaissance ultérieure émanant d'une mère indigène à moins que le tribunal n'en décide autrement (art. 7).

Dans l'ensemble donc, après la modification apportée au décret primitif par celui de 1930, la législation indochinoise sur les métis, se fondant sur les précédents jurisprudentiels, leur a reconnu enfin le droit, que l'origine, le sang, l'éducation leur conféraient déjà, de jouir du statut normal de citoyen.

II. — Afrique Occidentale Française. — L'heureuse et équitable solution donnée au problème des métis dans notre empire colonial d'extrême-orient appelait une réforme similaire pour nos autres possessions qui souffraient du même doute, de la même incertitude, des mêmes besoins que l'Union indochinoise. Un projet de décret conforme à celui déjà promulgué pour l'Indochine fut soumis pour observations et avis au Gouverneur Général de l'A.O.F.

Ce haut fonctionnaire répondit par l'envoi d'un contre-projet reposant sur la conception que les métis sont indigènes et considérant le décret à venir comme un correctif ou plutôt un complément au décret du 25 mars 1912 sur l'accession des autochtones à la qualité de citoyen français. Le Conseil supérieur des Colonies, consulté, repoussa en principe les observations du Gouverneur Général; M. Girault fut chargé de rédiger le projet final qui devint le décret du 5 septembre 1930¹ sur la « détermination de la condition juridique des métis nés de parents légalement inconnus en A.O.F. ». Ce décret, qui en certaines dispositions concorde avec celui du 4 novembre 1928, en diffère par contre profondément sur des points capitaux.

L'art. 1^o décide : « Tout individu né sur le territoire de l'Afrique Occidentale Française de parents dont l'un, demeuré légalement inconnu, est présumé *d'origine française* ou *d'origine étrangère de souche européenne*, pourra obtenir, conformément aux dispositions du présent décret, la reconnaissance de la qualité de français à la condition de justifier : 1^o Qu'il est par son père ou par sa mère, demeuré légalement inconnu, d'origine française ou étrangère de souche européenne; — 2^o qu'il bénéficie de la *possession d'état* définie par l'art. 4 ».

Le législateur a donc pris en considération non seulement la race française mais aussi l'origine étrangère de l'auteur inconnu. C'est, comme nous l'avons précédemment soutenu, l'unique solution équitable et possible. Le décret de 1930 ne va pas cependant aussi loin que la logique aurait dû l'entraîner : à la « qualité d'étranger » du parent inconnu il ajoute la restriction de « souche européenne ».

1. Cf. J, O., 9 septembre 1930 et *infra* : « Annexe ».

Que signifie cette expression qui semble ne viser, comme le fait judicieusement remarquer M. Sambuc, que certains Américains seulement et paraît exclure les Japonais, les Turcs, les Siamois qui ne sont cependant pas assimilés aux indigènes et dont le statut est européen?

De plus, l'expression « parent présumé *d'origine française* » employée par le décret est véritablement imprécise : s'applique-t-elle aux originaires de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyanne qui sont citoyens français mais non pas d'origine française? Il est assez difficile de répondre. C'est la qualité de citoyen octroyée aux natifs des quatre communes de plein exercice du Sénégal qui a rendu nécessaire cette restriction.

Le mérite du décret de 1930 est d'avoir accordé quelque effet à l'origine étrangère de l'auteur inconnu. Et encore, est-ce sur des considérations erronées que se base cette heureuse solution. C'est partant de l'idée que les métis non reconnus sont indigènes et constatant que les autochtones ne font aucune différence entre les individus de race blanche que le Gouverneur Général de l'A.O.F. est arrivé à l'utile conclusion de l'assimilation des Français et des étrangers de souche européenne. Que le résultat fasse oublier le raisonnement !

Nous aurions mauvaise grâce à critiquer le décret de 1930 si, seules des considérations de terminologie maladroites fournissaient matière à discussion; il en est d'autres beaucoup plus graves qui le condamnent.

Pour être déclaré citoyen français, le métis doit apporter la preuve d'une possession d'état rigoureusement définie : « formation, éducation et culture française » (art. 3). Le seul fait du métissage ne suffit donc point. Allant plus loin le décret de l'A.O.F. précise la manière d'établir cette

possession d'état : « elle est constatée (art. 4) par un certificat délivré par le Lieutenant-Gouverneur de la colonie à la suite d'une enquête administrative; la personne qui a qualité pour intenter l'action devra, au préalable, demander directement ce certificat au Lieutenant-Gouverneur; un arrêté du Gouverneur Général déterminera les règles suivant lesquelles il sera procédé à l'enquête administrative... ».

Les conditions d'application du décret du 5 septembre 1930, quant à la possession d'état, furent, en effet, établies par un arrêté du Gouverneur Général en date du 14 novembre de la même année¹. Le Lieutenant-Gouverneur et le Gouverneur Général sont seuls juges de l'octroi ou du refus du certificat constatant la possession d'état et les rejets non motivés n'autorisent une seconde enquête que si l'intéressé apporte de nouveaux éléments d'appréciation.

Ce décret, contraire à nos conceptions sur le droit indéniable des métis à la qualité de citoyen, n'est que le résultat des idées erronées du Gouverneur Général sur ce problème.

L'indigénité des sang-mêlé, base de son raisonnement, ne pouvait conduire qu'à une procédure spéciale d'admission facilitée à la qualité de citoyen, qu'à un complément du décret du 25 mars 1912. Le jugement à intervenir serait dès lors *attributif* de la qualité de citoyen et c'est là que repose l'erreur profonde, le non-sens juridique de la solution applicable à l'A.O.F.

Le Garde des Sceaux, cependant, consulté sur la question, s'était prononcé nettement dans le sens opposé à celui que proposait le Gouverneur de la Colonie : « Le décret n'a pas

1. Cf. J. O., A. O. F.; 22 novembre 1930.

pour objet de prévoir un mode nouveau de l'acquisition de la qualité de Français, mais seulement de préciser les conditions auxquelles cette qualité, *possédée dès la naissance*, sera judiciairement reconnue; la décision à intervenir ne sera donc pas *attributive* mais *déclarative*¹. Tel n'est pas cependant le caractère de la législation de l'A.O.F.

« L'exposé des motifs précédant le décret, remarque M. Sambuc², indique qu'il a paru nécessaire de donner à l'administration un droit de regard et de contrôle en la matière ». En réalité, c'est un droit de *veto* qui est accordé à l'autorité administrative et un droit de *veto* qui n'a pas besoin d'être motivé ». Combien nous sommes loin de la conception simple et logique de l'octroi de la qualité de citoyen à l'individu qui apporte la preuve de son métissage et partant de sa non indigénéité. En A.O.F., somme toute, le rôle principal est attribué au Lieutenant-Gouverneur. C'est lui qui est juge de la culture, de la mentalité, des tendances politiques et de la moralité du postulant sans appel possible sinon celui du Gouverneur. Nous sommes donc en pleine appréciation administrative; cela se comprendrait s'il s'agissait de faciliter à certains indigènes l'accession à la qualité de citoyen; il serait, alors, tout à fait normal de se préoccuper de leurs facultés et de leurs sentiments, puisque c'est une faveur qui leur serait accordée et non la stricte reconnaissance d'un droit.

Mais tel n'est pas l'objet de la législation sur les métis qui tend simplement à déterminer le mode selon lequel les sang-mêlé seront déclarés citoyens français et à édicter les mesures propres à leur éducation et à la sauvegarde de

1. Cf. « Rapport au ministre des Colonies sur les travaux du Conseil supérieur des colonies pendant la session 1927-28. » (*J. O.*, annexe, 1929, p. 349).

2. Cf. *Dar.*, 1931, 2.1.

leurs intérêts: le demandeur est déjà français du fait même de sa naissance mais il ne possède pas son état; il cherche à l'établir. Nous sommes en matière de réclamation d'état et seule l'autorité judiciaire est compétente; l'art. 326 du C. civ. est suffisamment explicite et formel pour condamner l'économie du décret de 1930. Les tribunaux sont seuls habiles non pas simplement à statuer mais aussi à procéder dans les formes prescrites par le Code de procédure aux enquêtes jugées nécessaires et à en apprécier les résultats. L'autorité administrative n'a aucun droit en pareille matière.

Le décret de l'A.O.F. décide, en son art. 5, que « l'action est portée directement devant la Cour d'appel de Dakar qui statue, le Procureur Général entendu ». Plusieurs raisons furent données pour justifier une telle attribution : d'abord la carence de ministère public auprès des justices de paix à compétence étendue, puis la crainte d'un trouble quelconque des esprits indigènes devant une solution rendue par une juridiction inférieure contrairement aux décisions du Lieutenant Gouverneur. Ces motifs ne sont pas suffisants pour motiver une exception aux règles de compétence. « Certes, les demandes en réclamation d'état sont sujettes à communication au Ministère public, conformément à l'art. 83, 2^o du C. civ., mais l'art. 18 du décret du 16 novembre 1924¹, après avoir supprimé le représentant du Ministère public auprès des justices de paix à compétence étendue, a pris soin de décider que devant ces juridictions le ministère public, même agissant comme partie principale en matière civile, peut procéder par voie de requête ou de conclusions écrites et que les affaires simplement communicables sont jugées sans son intervention. Il en résulte que

1. Cf. Dar.; 1925.1.32.

même s'il n'intervient pas, le jugement sera néanmoins régulièrement rendu ». Quant à l'hypothèse de contrariété entre les décisions de la juridiction ordinaire et l'opinion du Lieutenant Gouverneur, l'on ne saurait y voir une atteinte quelconque au prestige de ce haut fonctionnaire. Une telle préoccupation ne pourrait même pas justifier une mesure qui ferait échec aux principes généraux du C. civ. et à la garantie séculaire des deux degrés de juridiction.

Comme le fait très judicieusement remarquer M. Sambuc dans sa magistrale critique², le décret de l'A. O. F. apparaît comme « le résultat d'une transaction intervenue entre deux conceptions juridiques : celle qui considère les métis non reconnus comme des indigènes... et celle suivant laquelle ces métis sont en vertu des art. 2, 7^o et 26, combinés du décret du 5 novembre 1928 des Français auxquels le décret de 1930 donne le moyen de se faire reconnaître judiciairement cette qualité. Si en certains domaines les transactions sont hautement recommandables, lorsqu'il s'agit des principes du droit, nous doutons qu'il en soit de même ».

C'est, sans nul doute, la crainte de reconnaître la qualité de citoyen à des individus dont l'évolution ne paraît pas suffisante pour permettre leur assimilation à la race colonisatrice, qui a retenu les rédacteurs du décret du 1930 sur la pente normale de la logique et du droit; des motifs d'opportunité, de politique coloniale ont fait échec au raisonnement interprétatif des textes qui seul cependant s'imposait. L'éducation, cependant, avons-nous vu, apportait une élégante et équitable solution au problème.

III. — Madagascar. — Le mouvement législatif sur les métis ne devait pas s'arrêter à nos deux grandes possessions de l'Indochine et de l'A.O.F. Il était nécessaire de sanc-

1. Cf. Dar., 1931,2,1.

tionner à Madagascar une jurisprudence qui, durant les dernières années, s'était montrée contradictoire.

Le projet de décret, présenté au Conseil Supérieur des Colonies, n'avait pas reçu des pouvoirs de cette possession un avis favorable; quelques modifications lui furent heureusement apportées et mirent au point une réglementation si impatiemment attendue. Le décret du 21 juillet 1931¹ supprima toute contestation. Il reproduit, comme l'indique dans son rapport le ministre des Colonies, les dispositions essentielles du décret du 4 novembre 1928 relatif aux métis indochinois, mais s'en écarte très judicieusement en partie, évitant ainsi certaines imperfections qui s'étaient glissées dans les décrets antérieurs.

Son art. 1^o dispose : « Tout individu né sur le territoire de Madagascar et dépendances de parents dont l'un, demeuré légalement inconnu, est *présumé d'origine française ou d'origine étrangère de souche européenne* pourra obtenir... la reconnaissance de la qualité de Français. » Contrairement au décret de 1928 et à l'imitation de celui de 1930, plus n'est question de race française; l'élément étranger intervient pour fixer la condition ethnique indispensable au métissage favorablement sanctionné; la terminologie employée est toutefois sujette aux mêmes critiques que celles ci-devant formulées pour le décret de l'A.O.F.

Un progrès cependant est réalisé : l'erreur juridique qui avait influencé le Gouvernement de l'A.O.F. dans l'élaboration du projet relatif à cette colonie n'a pas eu, en l'occurrence, sa néfaste répercussion; *la possession d'état n'est plus formellement exigée* comme principe essentiel du droit à la qualité de citoyen : « La présomption que le père ou la mère demeuré légalement inconnu est d'origine fran-

1. Cf. *J. O.*, 26 juillet 1931, p. 8225 et *infra* « Annexe ».

caise ou étrangère de souche européenne peut être établie par *tous les moyens*; les principaux éléments d'appréciation sont le nom que porte l'enfant, le fait qu'il a reçu une formation, une éducation et une culture française, sa situation dans la Société » (art. 2).

Ce que l'on demande donc d'établir c'est purement et simplement le métissage et ce de n'importe quelle façon, car la liste donnée à l'art. 2 n'est, comme celle du décret de l'Indochine, nullement limitative. L'expertise médicale, bien que non spécialement visée dans le texte, doit toutefois jouer son rôle; doublée d'éléments moraux concordants elle sera de la plus grande utilité; sans ces derniers, elle aura le mérite de déceler le caractère de race mixte de l'intéressé dont on ne connaîtrait rien sans elle.

La législation de Madagascar est revenue à une plus juste application des principes élaborés par la jurisprudence que le décret de l'A.O.F. avait à tort laissés dans l'ombre.

Toutes les autres dispositions du décret de 1931 sont la copie fidèle de celui de l'Indochine. L'art. 7 omet cependant, volontairement d'ailleurs, l'alinéa relatif à la reconnaissance de l'enfant mineur par la mère indigène et de l'effet de cette reconnaissance sur l'attribution de la tutelle. Le ministre des Colonies, dans son rapport, justifie cette suppression par la remarque suivante : la reconnaissance des enfants naturels n'existe pas en droit malgache. Nous ne pensons pas que de l'inexistence de cette institution on puisse conclure à l'inutilité d'une disposition qui prévoit le cas où un lien de droit serait établi entre l'enfant et l'un de ses auteurs. Certes, en droit malgache aucune affinité juridique n'attache l'enfant naturel à son père indigène; seule l'adoption pourrait en établir une; mais il n'en est pas de même pour la mère autochtone, le seul fait de l'accouche-

ment suffisant à établir la filiation de l'enfant vis-à-vis d'elle; il existe donc bien un lien de droit entre la mère et l'enfant naturel; qu'importe le mode employé pour la détermination de la filiation ! que ce soit la reconnaissance ou l'affinité naturelle elle-même, l'effet ne saurait être différent¹. Du jour donc où la mère indigène se ferait connaître, l'enfant ne serait plus né de parents juridiquement inconnus et la question réellement existante de l'attribution de la tutelle appellerait une solution.

Nous ne saurions cependant n'adresser que des critiques au décret du 21 juillet 1931; si certaines, les plus infimes d'ailleurs, de ses dispositions méritent quelques observations, il n'en est pas moins vrai que la réglementation qu'il édicte se rapproche incontestablement du modèle le plus juridique et le plus équitable que l'on puisse souhaiter en la matière.

Ayant su éviter les graves erreurs du décret de l'A.O.F. qui semblait devoir l'inspirer, le décret de Madagascar a fait un pas de plus que ne le fit celui de l'Indochine dans la voie de la logique.

IV. — *Afrique Equatoriale Française*. — Une importante colonie est restée à l'écart du mouvement législatif en faveur des métis : l'A. E. F. n'a pas encore son décret et cependant quantité de mulâtres abandonnés y décèlent le passage de notre civilisation. Dans le silence des textes, la jurisprudence pouvait, se fondant sur la non indigénité des enfants de race mixte, appliquer à ceux-ci, comme elle le fit en Indochine avant 1928, les dispositions du Code civil. Il ne peut plus en être ainsi depuis la promulgation aux colonies de la loi métropolitaine sur la nationalité.

Le décret du 5 novembre 1928 (art. 26) reflétant la ten-

1. En ce sens Planiol, t. I^{er}, n^o 1372.

dance du législateur à voir dans les sang-mêlé des indigènes, n'accorde le bénéfice de ses dispositions qu' « aux métis dont la situation est fixée dans chaque colonie par des règlements spéciaux » ; aucun texte ne leur ayant apporté en A.E.F. la réglementation nécessaire, les mulâtres se voient contraints à demeurer assimilés injustement aux autochtones. Il est à souhaiter que les pouvoirs publics comprennent l'iniquité de cette solution¹.

*
* *

Dans les décrets concernant les métis, le législateur a été fortement préoccupé par la formation d'esprit de ceux auxquels il accordait la qualité de citoyen français ; tantôt il exige explicitement, pour le bénéfice des dispositions relatives aux sang-mêlé, une possession d'état nettement définie, tantôt il en sous-entend l'existence. La crainte d'admettre dans la grande famille française, des individus que leur sang paraît y introduire, mais dont la mentalité autant peut-être que le genre de vie n'ont pas encore atteint le degré de civilisation souhaitable, marque de son empreinte certaine la réglementation de la condition des métis. Le législateur souhaite parfois mais n'ose pas toujours. Ce manque d'assurance n'est pourtant pas dépourvu de remèdes. Si l'atavisme détermine chez les êtres des prédispositions indéniables pour un genre de vie déterminée, l'éducation n'en a pas moins une importance capitale et ne saurait être négligée. Corrigeant, modelant la nature, elle étouffe ou affaiblit tout au moins, la voix impérative de l'hérédité que l'on cherche à supprimer ; elle permet aussi de développer les penchants naturels que l'on voudrait voir triompher. Il ne convient pas, toutefois, d'imposer à l'enfant la preuve de sa formation française, que le peuple colonisateur se doit

1. Cf. *Chronique coloniale*, 1931, p. 296.

de lui assurer. C'est à l'éducation et à l'instruction qu'appartient le dernier rôle, et non le moindre, de faire de ceux qui ont juste titre à être nos égaux, de dignes sujets de notre sollicitude et de nos préoccupations.

Les Associations privées ont donné en Indochine bien que disséminées, d'excellents résultats; dans les autres colonies, par contre, les différentes œuvres de protection des métis ne sont encore ni suffisamment organisées ni assez fortunées pour répondre aux besoins qui deviennent chaque jour plus pressants. La réunion sous une même autorité d'organes épars, l'interdépendance et la coordination de leurs moyens d'action accroîtraient certainement leur force bienfaisante. Le Gouvernement local se doit aussi d'apporter à ces institutions la puissance de son autorité et le secours de ses subsides. En agissant ainsi le peuple colonisateur aura accompli le devoir qui lui incombe.

C'est en effet pour lui une impérieuse obligation que celle de faire vivre, en ces enfants métis, qui portent ses stigmates, son âme et son esprit; il doit leur accorder une place à la table du festin social puisque leur existence même révèle la marque de sa domination. Il faut avoir devant les yeux la nécessité qu'impose la fierté d'une race : celle de ne laisser perdre aucune goutte de sang national; n'en « coulerait-il qu'une seule dans les veines de l'enfant, écrivait M. de Pourvoirville, celle-là annoblit toutes les autres et contraint ».

Vu,
le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

ANNEXE

I. — Texte du projet de décret, concernant, les métis présenté au Conseil Supérieur des Colonies le 1^{er} décembre 1926 :

Art. 1. — Tout enfant né de parents légalement inconnus, sur le territoire d'une colonie française ou d'un pays de protectorat, peut jouir de la qualité de citoyen français, à condition de justifier :

1^o Qu'il est par son père ou sa mère non désigné, de race française ou assimilée;

2^o Qu'il bénéficie d'une possession d'état conforme.

Art. 2. — La descendance de parent français ou assimilé non désigné se prouve par tous les moyens.

Art. 3. — La possession d'état résulte d'un ensemble de faits établissant que l'enfant a reçu une formation, une éducation et une culture françaises.

Les principaux de ces faits sont : le nom que porte l'enfant; la manière dont il a été élevé par les personnes qui l'ont recueilli; la manière dont il est traité par la société.

Art. 4. — Les Juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître de ces actions.

Le Jugement attribuant à l'enfant la qualité de citoyen français sera, dans le délai d'un mois à compter du jour où il est devenu définitif, dûment transcrit sur les registres de l'état civil français et tiendra lieu à l'enfant d'acte de naissance. Dans le cas où un acte de naissance aurait été déjà rédigé, le jugement sera dans le même délai, mentionné en marge de l'acte de naissance.

Art. 5. — L'action sera intentée soit par l'enfant lui-même après sa majorité, soit pendant sa minorité par une Société protectrice de l'enfance ou par le ministère public.

Aucune fin de non-recevoir ne pourra être opposée à cette action du fait de décisions judiciaires rendues antérieurement au présent décret.

Art. 6. — Le jugement qui reconnaîtra à l'enfant mineur la qualité de citoyen français lui désignera en même temps un tuteur. Ce tuteur pourra être soit un français de l'un ou l'autre sexe ayant donné des preuves d'affection à l'enfant et disposé à s'occuper bénévolement de lui, soit un membre d'une Société protectrice de l'enfance proposé par cette Société. Dans l'un et l'autre cas, les biens du tuteur ne seront pas frappés de l'hypothèque légale.

Le tuteur ainsi désigné, conservera ses fonctions nonobstant la reconnaissance postérieure émanée d'une mère indigène à moins que le tribunal n'en décide autrement. L'enfant restera citoyen français nonobstant cette reconnaissance.

Art. 7. — Le bénéfice du présent décret pourra être invoqué par l'enfant né de père inconnu et dont la filiation à l'égard d'une mère indigène est d'ores et déjà établie.

II. — *Texte du décret du 4 novembre 1928 déterminant le statut des métis nés de parents légalement inconnus en Indochine.*

Art. 1. — Tout individu, né sur le territoire de l'Indochine de parents dont l'un, demeuré légalement inconnu, est présumé de race française, pourra obtenir, conformément aux dispositions du présent décret, la reconnaissance de la qualité de français.

Art. 2. — La présomption que le père ou la mère, demeuré légalement inconnu, est d'origine et de race française peut être établie par tous les moyens. — Les principaux éléments d'appréciation sont le nom que porte l'enfant, le fait qu'il a reçu une formation, une éducation et une culture française, sa situation dans la société.

Art. 3. — Les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des actions introduites en vue de bénéficier des dispositions ci-dessus.

Art. 4. — L'action en reconnaissance de la qualité de citoyen français sera intentée par l'intéressé lui-même s'il est majeur ou, s'il est encore mineur, soit par le ministère public, soit par une Société protectrice de l'enfance agréée par l'administration. — Aucune fin de non-recevoir ne pourra être opposée à cette action du fait de décisions judiciaires rendues antérieurement à la publication du présent décret.

Art. 5. — Le jugement reconnaissant à l'intéressé la qualité de citoyen français, sera, dans le délai d'un mois à compter du jour où il est devenu définitif, transcrit sur les registres de l'état civil français et tiendra lieu d'acte de naissance. — Dans le cas où un acte de naissance aurait été antérieurement établi, mention dudit jugement sera portée en marge de cet acte.

Art. 6. — Le jugement qui reconnaîtra la qualité de citoyen français à un enfant mineur lui désignera en même temps un tuteur. — Les fonctions de la tutelle pourront être confiées soit à un Français de l'un ou l'autre sexe, soit à une Société protectrice de l'enfance, agréée par l'administration, soit à un membre d'une de ces Sociétés. — Les biens du tuteur ou de la Société tutrice ne seront pas frappés de l'hypothèque légale instituée par l'art. 2121 du Code civil ; la gestion des biens du pupille sera toutefois garantie par la Société intéressée.

Art. 7. — La reconnaissance volontaire concernant un individu déclaré précédemment citoyen français, par application des dispositions ci-dessus, n'aura aucun effet légal quant à la nationalité et ne pourra être transcrite sur les registres de l'état civil, si elle n'a pas été homologuée par le tribunal. — La reconnaissance volontaire émanée d'un ascendant étranger, si elle a été régulièrement homologuée, sera susceptible de faire perdre, le cas échéant, au mineur ainsi reconnu, la qualité de citoyen français qu'il peut posséder en vertu du présent décret. — Dans le cas où la reconnaissance émanerait d'une mère indigène et con-

cernerait un enfant mineur, le tuteur désigné à cet enfant en exécution des prescriptions de l'art. 6 ci-dessus, conservera ses fonctions, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

III. — *Texte du décret du 5 septembre 1930 déterminant la condition juridique des métis nés de parents légalement inconnus en Afrique occidentale française.*

Art. 1. — Tout individu né sur le territoire de l'Afrique occidentale française de parents, dont l'un, demeuré légalement inconnu, est présumé d'origine française ou d'origine étrangère de souche européenne, pourra obtenir, conformément aux dispositions du présent décret, la reconnaissance de la qualité de français, à la condition de justifier :

1° Qu'il est, par son père ou par sa mère, demeuré légalement inconnu, d'origine française ou étrangère de souche européenne;

2° Qu'il bénéficie de la possession d'état définie par l'art. 3.

Art. 2. — La présomption que le père ou la mère, demeuré légalement inconnu, est d'origine française ou étrangère de souche européenne, peut être établie par tous les moyens.

Art. 3. — La possession d'état résulte d'un ensemble de faits établissant que l'intéressé a reçu une formation, une éducation et une culture françaises.

Les principaux de ces faits sont : le nom que porte l'enfant, la manière dont il a été élevé par les personnes qui l'ont recueilli, la manière dont il est traité par la société.

Art. 4. — La possession d'état est constatée par un certificat délivré par le lieutenant gouverneur de la colonie à la suite d'une enquête administrative.

La personne qui a qualité pour intenter l'action devra, au préalable demander directement ce certificat au lieutenant gouverneur.

Un arrêté du Gouverneur général déterminera les règles suivant lesquelles il sera procédé à l'enquête administrative prévue à l'alinéa premier du présent article, ainsi que les formes de la

réponse qui sera faite à la demande et les délais dans lesquels cette réponse devra intervenir.

Art. 5. — L'action est portée directement devant la Cour d'appel de Dakar qui statue, le procureur général entendu.

Art. 6. — L'action est intentée par l'intéressé lui-même s'il est ou se prétend majeur ou, s'il est encore mineur, soit par le ministère public, soit par la personne qui a recueilli l'enfant, soit par une société protectrice de l'enfance agréée par l'administration.

Aucune fin de non-recevoir ne pourra être opposée à cette action du fait de décisions judiciaires rendues antérieurement à la publication du présent décret.

Art. 7. — L'arrêt reconnaissant à l'intéressé la qualité de citoyen français sera, dans le délai d'un mois, à compter du jour où il est devenu définitif, transcrit sur les registres de l'état civil français et tiendra lieu d'acte de naissance.

Dans le cas où un acte de naissance aurait été antérieurement établi, mention dudit arrêt sera portée en marge de cet acte.

Art. 8. — L'arrêt qui reconnaîtra la qualité de citoyen français à un enfant mineur lui désignera en même temps un tuteur.

Les fonctions de la tutelle pourront être confiées, soit à un Français de l'un ou l'autre sexe, soit à une société protectrice de l'enfance agréée par l'administration, soit à un membre d'une de ces sociétés.

Les biens du tuteur ou de la société tutrice ne seront pas frappés de l'hypothèque légale instituée par l'art. 2121 du Code civil; la gestion des biens du pupille sera, toutefois, garantie par la société intéressée.

Art. 9. — La reconnaissance volontaire concernant un individu déclaré précédemment citoyen français, par application des dispositions ci-dessus, n'aura aucun effet légal quant à la nationalité et ne pourra être transcrite sur les registres de l'état civil si elle n'a pas été homologuée par la Cour d'appel de Dakar.

La reconnaissance volontaire émanée d'un ascendant étranger, si elle a été régulièrement homologuée, sera susceptible de faire perdre, le cas échéant, au mineur ainsi reconnu la qualité de

citoyen français qu'il peut posséder en vertu du présent décret.

Dans le cas où la reconnaissance émanerait d'une mère indigène et concernerait un enfant mineur, le tuteur désigné à cet enfant, en exécution des prescriptions de l'art. 8 ci-dessus, conservera ses fonctions, à moins que la Cour n'en décide autrement.

IV. — *Texte du décret du 21 juillet 1931 déterminant les conditions d'accession des métis à la qualité de citoyen français à Madagascar et dépendances.*

Art. 1. — Tout individu né sur le territoire de la colonie de Madagascar et dépendances de parents dont l'un, demeuré légalement inconnu, est présumé d'origine française ou d'origine étrangère de souche européenne, pourra obtenir, conformément aux dispositions du présent décret, la reconnaissance de la qualité de Français.

Art. 2. — La présomption que le père ou la mère, demeuré légalement inconnu, est d'origine française ou étrangère de souche européenne peut être établie par tous les moyens.

Les principaux éléments d'appréciation sont le nom que porte l'enfant, le fait qu'il a reçu une formation, une éducation et une culture françaises, sa situation dans la société.

Art. 3. — Les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des actions introduites en vue de bénéficier des dispositions ci-dessus.

Art. 4. — L'action en reconnaissance de la qualité de citoyen français sera intentée par l'intéressé lui-même s'il est majeur ou, s'il est mineur, soit par le ministère public, soit par une société protectrice de l'enfance agréée par l'administration.

Aucune fin de non-recevoir ne pourra être opposée à cette action du fait de décisions judiciaires rendues antérieurement à la publication du présent décret.

Art. 5. — Le jugement reconnaissant à l'intéressé la qualité de citoyen français sera, dans le délai d'un mois, à compter du

jour où il est devenu définitif, transcrit sur les registres de l'état civil français et tiendra lieu d'acte de naissance.

Dans le cas où un acte de naissance aurait été antérieurement établi, mention dudit jugement sera portée en marge de cet acte.

Art. 6. — Le jugement qui reconnaîtra la qualité de citoyen français à un enfant mineur lui désignera en même temps un tuteur.

Les fonctions de la tutelle pourront être confiées soit à un Français, de l'un ou l'autre sexe, soit à une société protectrice de l'enfance, agréée par l'administration, soit à un membre d'une de ces sociétés.

Les biens du tuteur ou de la société tutrice ne seront pas frappés de l'hypothèque légale instituée par l'ars 2121 du Code civil, la gestion des biens du pupille sera toutefois garantie par la société intéressée.

Art. 7. — La reconnaissance volontaire concernant un individu précédemment citoyen français, par application des dispositions ci-dessus, n'aura aucun effet légal quant à la nationalité et ne pourra être transcrite sur les registres de l'état civil, si elle n'a pas été homologuée par le tribunal.

La reconnaissance volontaire émanée d'un ascendant étranger, si elle a été régulièrement homologuée, sera susceptible de faire perdre, le cas échéant, au mineur ainsi reconnu, la qualité de citoyen français qu'il peut posséder en vertu du présent décret.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES DE DOCTRINE

- BARTIN. — *Principes de Droit International privé*, Paris, 1930.
WEISS. — *Traité de Droit International*, Paris, 1925.
PLANIOL et RIPERT. — *Traité élémentaire de Droit Civil*, 1928.
H. SOLUS. — *De la Condition des Indigènes en droit privé*, Paris, 1927.
A. GIRAULT. — *Principes de Colonisation et de législation coloniale*, Paris, 1922 (2^e partie, t. I^{er}).
ROLLAND et LAMPUÉ. — *Précis de législation coloniale*, Paris 1931.
LAPRADELLE et NIBOYET. — *Répertoire de Droit International*, 1929, t. III, V^o Colonies.
YOU et GAYET. — *Madagascar, colonie française*, 1931.
FRANTZ DESPAGNET. — *Essai sur les Protectorats*.
E. PITTARD. — *Les races et l'histoire*, 1924.
BONIFACY. — *Les métis franco-tonkinois*, Paris, 1911.
R. FONVILLE. — *De la condition en France et dans les colonies françaises des indigènes des protectorats français* (thèse, Paris, 1924).
AGUESSE. — *Le problème de la nationalité en Tunisie* (thèse, Alger, 1930).
APCHIÉ. — *Condition juridique des indigènes* (thèse, Paris, 1898).

II. — OUVRAGES DE DOCTRINE DE JURISPRUDENCE ET DE LEGISLATION

- Recueil de Législation, de doctrine et de jurisprudence* ou *Recueil Daresté* (V. nombreux articles de H. Sambuc et A. Girault).
Tribune des Colonies, ou *Recueil Penant*.
Recueil Sirey.
Dalloz Périodique.
Journal officiel.

III. — PERIODIQUES

Comptes rendus des sessions de l'« Institut Colonial International de Bruxelles » : Brunswick, 1911; — Bruxelles, 1920; — Paris, 1921; — Bruxelles, 1923.

Chronique Coloniale, 1926-1931.

Europe nouvelle, août, 1931.

Revue politique et parlementaire, 1918.

Quinzaine coloniale, 1908.

Revue du Pacifique, 1922.

Asie française, 1929-1930.

Moniteur Colonial et Maritime, 1927.

La Vie, 1926.

TABLE DES MATIERES

Chapitre Premier. — La question sociale des métis; Rôle des Sociétés de Protection de l'enfance	7
Chapitre II. — Des différents statuts dans les possessions françaises.	17
De la qualité de citoyen et de la condition d'indigène : intérêts de la distinction	17
Chapitre III. — Spécialité des conflits de lois dans les colonies et dans les pays de Protectorat	26
a) colonies	26
b) pays de Protectorat	27
Chapitre IV — De la non-indigénéité des métis	32
Chapitre V. — Enfants métis légitimes	44
a) père citoyen; b) père indigène, α) sujet; β) protégé	44
Chapitre VI. — Enfants métis naturels	50
§ 1. — <i>Filiation établie à l'égard du père et de la mère par le même acte</i>	51
a) père citoyen;	51
b) père indigène : α) sujet; β) protégé	51
§ 2. — <i>Filiation établie successivement à l'égard de l'un et de l'autre des parents</i>	55
a) indigène sujet	55
b) indigène protégé	56
§ 3. — <i>Filiation établie à l'égard d'un seul parent</i>	61
A) père ou mère citoyen français : modification de l'art. 339 Code civil.	61
B) père ou mère indigène :	65
1) recherche de la maternité et de la paternité	66
2) naturalisation	69
3) Reconnaissance de la qualité de citoyen	73
§ 4. — <i>Enfants nés de parents inconnus</i>	75
A) Détermination du métissage ; systèmes doctrinaux	77
B) Attitude de la Jurisprudence à l'égard des métis nés de parents inconnus.	84
C) Dispositions législatives	94
I. Indochine : décret du 4 novembre 1928	94
II. A. O. F. : décret du 5 septembre 1930	101
III. Madagascar : décret du 21 juillet 1931	108
IV. A. E. F. : lacune	110
Annexe : Texte des différents décrets relatifs aux métis nés de parents légalement inconnus	113

